

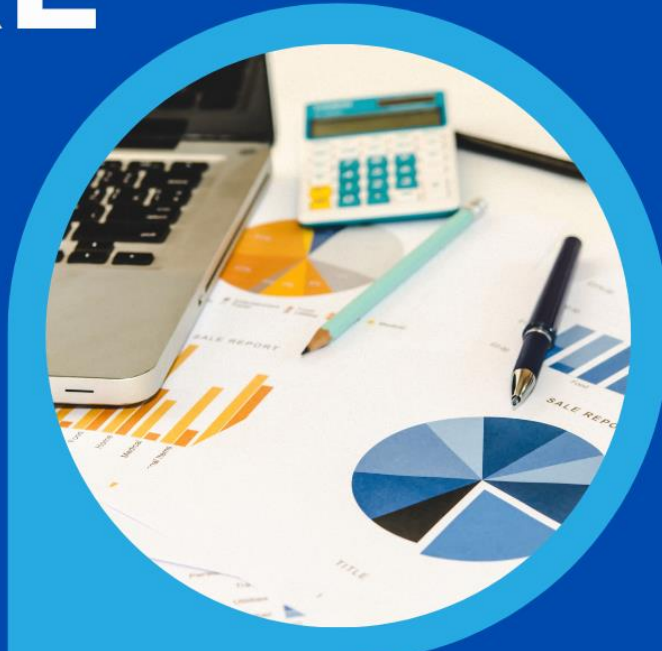


Envoyé en préfecture le 30/03/2023  
Reçu en préfecture le 30/03/2023  
Publié le  
ID : 971-219711041-20230322-23\_1\_5-DE



# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

ANNEE  
2023



## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| I - Le contexte et les contraintes de la construction budgétaire .....                  | 4  |
| II. Les mesures pour les collectivités locales relatives à la loi de finances 2023..... | 8  |
| III. La situation financière de la commune .....  | 14 |
| IV. – La prospective 2023-2026 .....  | 23 |
| V. – Analyse de la dette .....  | 31 |
| VI. – Les priorités d’actions de la Ville .....   | 35 |
| 1. Les chantiers communaux en phase travaux.....  | 35 |
| 2. Les chantiers communaux en phase étude.....  | 41 |
| VII. - La trajectoire budgétaire de la ville de 2022-2023 .....                         | 53 |

## **OBJECTIFS DU DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE**

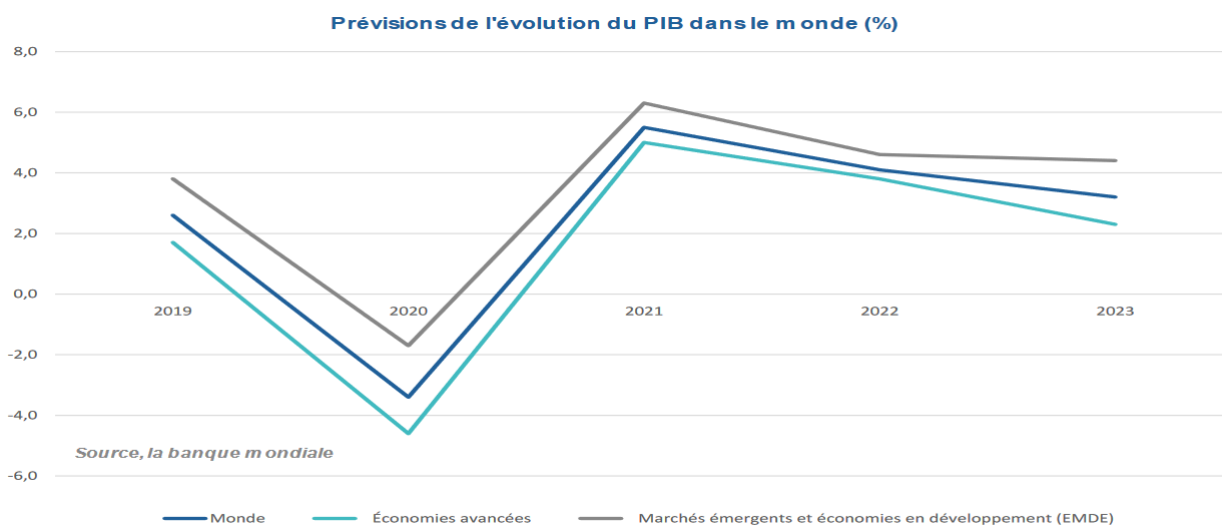
- Le rapport d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel, mais a pour Objectif de permettre aux élus d'avoir une vision globale de l'environnement financier de la commune.
  
- La loi d'Administration Territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif pour les communes de plus de 3 500 habitants et pour les intercommunalités disposant d'une commune de plus de 3 500 habitants.
  
- Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat.  
Sur le contenu, ce rapport doit maintenant non seulement présenter un volet financier, mais également un volet ressources humaines pour les communes de plus de 10 000 habitants

## I - Le contexte et les contraintes de la construction budgétaire

### 1. Le contexte macroéconomique

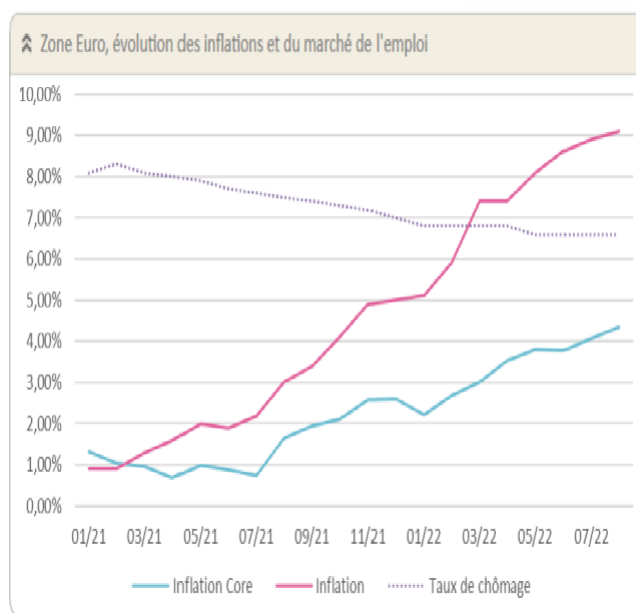
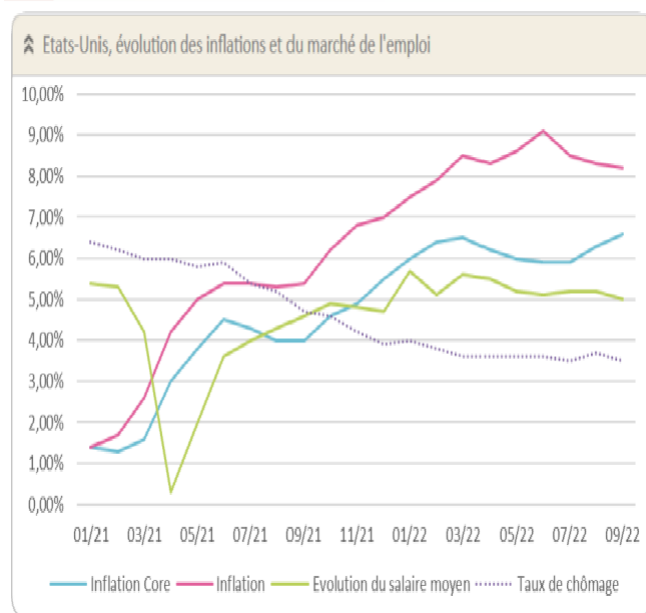
#### Rétrospective 2022 : la guerre en Ukraine rebat les cartes... et la taxomanie européenne

Le texte doit en premier lieu répondre aux contraintes Européennes, tout en ménageant les Elus locaux en proie à une flambée des prix de l'énergie et des services

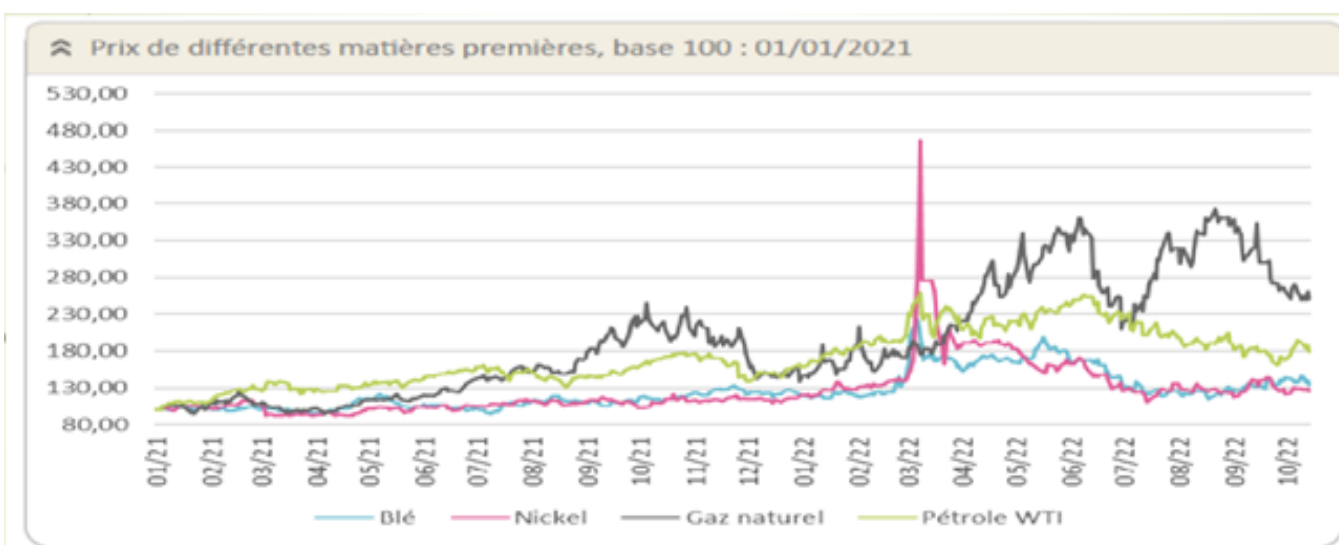


En 2021, l'inflation, américaine notamment, était particulièrement suivie. Beaucoup de banques centrales évoquaient une hausse temporaire de l'indice des prix à la consommation due à la reprise économique et aux tensions qu'elle provoque sur des chaînes d'approvisionnement mises à l'arrêt du fait de la pandémie de Covid-19.

- Toutefois, les évolutions de l'économie américaine ont rapidement donné des signes de surchauffe : l'inflation outre-Atlantique dépassait 5% dès le mois de mai 2021, et l'inflation Core (inflation corrigée des produits volatiles comme l'énergie ou l'alimentation) excédait 5% en fin d'année. La faiblesse du taux de chômage (inférieur à 4,0% début 2022) tirait les salaires vers le haut : l'inflation devient structurelle, et ce, bien avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022.
- En zone Euro, les prévisions d'inflation étaient également haussières, mais avec un effet retard par rapport aux Etats-Unis, et surtout une ampleur bien plus faible du fait de stimuli budgétaires plus modestes et orientés vers l'investissement (plan Next Generation EU), notamment dans un objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. Les débats de la fin 2021 et du début 2022 portaient sur la taxonomie des investissements, afin de guider les investisseurs vers les productions « bas carbone ».



Mais ces anticipations se sont heurtées, le 24 février 2022, à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La guerre entre ces deux pays, principaux exportateurs de céréales (blé/maïs), d'engrais et d'hydrocarbures – gaz notamment, a entraîné une hausse brutale de l'ensemble des prix des matières premières :



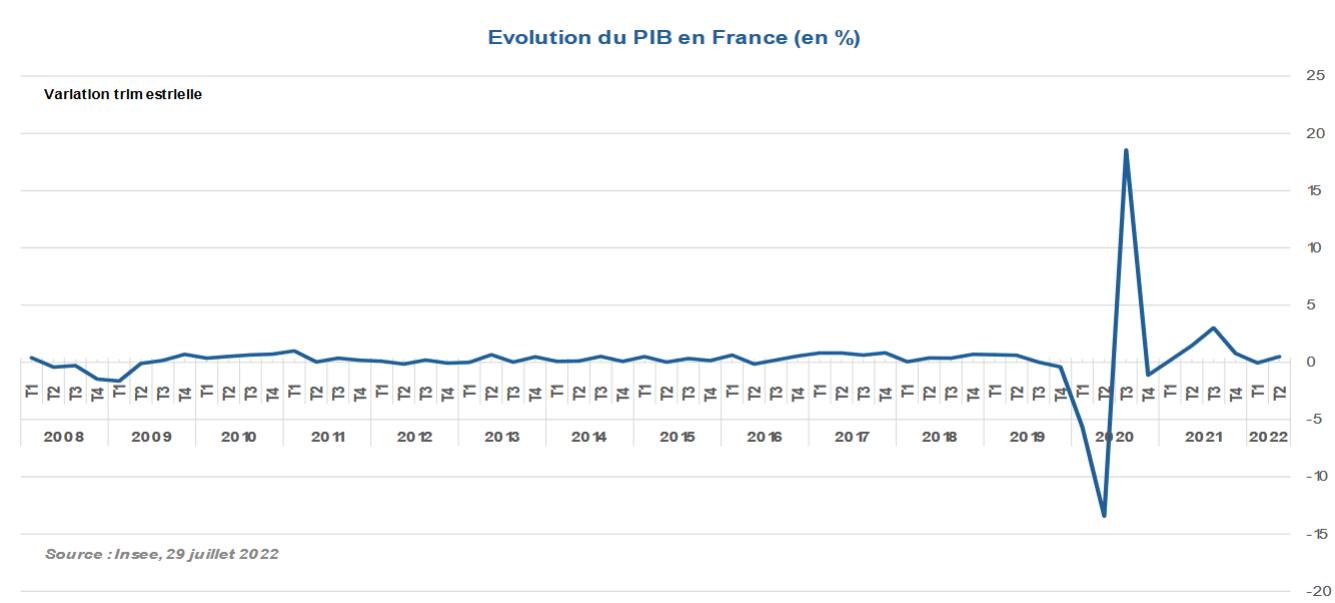
- Le retour d'un conflit majeur en Europe, avec un cobelligérant disposant de la puissance de feu nucléaire, a conduit la plupart des pays occidentaux à adopter de nombreuses sanctions à l'égard de la Russie :
- Saisie de biens et gel des avoirs de plusieurs oligarques proches du pouvoir russe ;
- Fermeture de l'espace aérien européen aux compagnies russes ;
- Fermeture des accès au système d'échanges financiers international SWIFT, même si les banques russes affiliées au fournisseur Gazprom disposent toujours de cet accès ;

- Arrêt des fournitures de matériel d'origine « occidentale » aux industries russes.
- D'abord dispersées, les politiques monétaires ont toutes pris un tournant restrictif en 2022, et bien plus coordonné à l'issue de la réunion annuelle de Jackson Hole fin août/début septembre.
- En zone Euro, la BCE a réalisé 2 hausses de taux, aboutissant à une augmentation globale de 1,25% sur l'année 2022. Deux nouvelles hausses supplémentaires sont attendues d'ici la fin de l'année, aux réunions des 27/10/2022 (+0,75% attendus) et 15/12/2022 (entre +0,50% et +0,75% attendus).
- Les anticipations puis la concrétisation des hausses de taux directeurs ont conduit à une augmentation des taux courts européens dans le courant de l'année. A -0,572% en janvier 2022, l'Euribor 3 mois tend vers 1,50% mi-octobre 2022 (1,402% le 14/10/2022). L'Euribor 12 mois est passé, en un an, de -0,501% à près de 3,00% (2,677% le 14/10/2022). Accroché au taux de dépôt de la BCE, l'€STR devrait être compris entre 2,00% et 2,25% d'ici la fin de l'année.
- Les taux longs ont progressé sur toute l'année 2022, avec cependant une pause au mois de juillet. Le taux de swap à 10 ans est passé de 0,28M début janvier à 3,20% courant octobre.



## 2. Le contexte national

Evolution du PIB en France (en %)



| Points clés de la projection France             |            |             |            |            |                     |            |
|---|------------|-------------|------------|------------|---------------------|------------|
| (croissance en %, moyenne annuelle)             | 2019       | 2020        | 2021       | 2022       | 2023                | 2024       |
| <b>PIB réel</b>                                 | <b>1,9</b> | <b>-7,9</b> | <b>6,8</b> | <b>2,6</b> | <b>(0,8 ; -0,5)</b> | <b>1,8</b> |
| <b>IPCH</b>                                     | <b>1,3</b> | <b>0,5</b>  | <b>2,1</b> | <b>5,8</b> | <b>(4,2 ; 6,9)</b>  | <b>2,7</b> |
| <b>IPCH hors énergie et alimentation</b>        | <b>0,6</b> | <b>0,6</b>  | <b>1,3</b> | <b>3,7</b> | <b>3,8</b>          | <b>2,5</b> |
| Investissement total                            | 4,1        | -8,9        | 11,5       | 2,2        | -0,2                | 1          |
| Consommation des ménages                        | 1,9        | -7,2        | 4,7        | 2,8        | 0,6                 | 1,7        |
| Pouvoir d'achat par habitant                    | 2,3        | 0,2         | 2          | -0,5       | 0                   | 1,4        |
| Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut) | 15         | 21          | 18,7       | 16,2       | 15,8                | 15,7       |

- La croissance du PIB en France devrait atteindre, d'après les dernières estimations de la Banque de France, +2,6% en 2022 (soit en deçà de l'hypothèse de +4 % prévue dans la LFI 2022). Elle se projette entre 0,8% et -0,5% pour 2023.
- En 2022, l'activité économique en France est fortement affectée par le niveau d'inflation, la conjoncture économique internationale et l'instabilité résultant du contexte géopolitique instable.
- Les incertitudes restent fortes. Très peu sont favorables, beaucoup sont défavorables (Situation internationale, inflation, tensions sur les approvisionnements, hausse des taux directeurs, raréfaction de l'énergie, possible cessation des politiques de soutien de l'économie en temps de crise etc.).
- Toutefois, dans un contexte où les tensions sur les marchés de l'énergie se détendraient, l'économie française renouerait avec une croissance plus soutenue à horizon 2024. Le PIB augmenterait de 1,8% et l'objectif de 2% d'inflation totale serait retrouvé fin 2024.
- Le taux de chômage attendu pour 2023
- D'après les statistiques de l'Insee du 12 août 2022, de la population active est de 7,4%.
- L'OCDE établit des projections à 7,56% de taux de chômage pour le 4ème trimestre 2022, et 7,97% un an après, loin de l'objectif de plein emploi affiché par l'exécutif.

## II. Les mesures pour les collectivités locales relatives à la loi de finances 2023

### 1. La Fiscalité locale

- Tout d'abord, l'article 5 prévoit la suppression de la CVAE sur 2 ans et sa compensation par une fraction de TVA déterminée sur la base d'une moyenne triennale des recettes de CVAE des collectivités locales. Un flou persiste sur la prise en compte ou non des recettes prévues pour 2023.
- En matière de fiscalité, alors que l'idée d'un plafonnement de la revalorisation forfaitaire des bases avait été envisagée pour la taxe foncière, cette dernière n'a pas été retenue par le gouvernement. Aussi, la revalorisation forfaitaire devrait s'élever comme chaque année au niveau du glissement annuel de l'IPCH (mesuré à 7,1% d'octobre 2021 à octobre 2022, données prévisionnelles INSEE).
- Concernant l'actualisation des valeurs locatives, celle-ci a de nouveau été décalée, aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises. La réactualisation des valeurs locatives professionnelles qui devait s'appliquer pour 2023 a été repoussée à 2025. Pour les valeurs locatives d'habitation, le report est pour 2028.

### 2. Les dotations de l'Etat

#### Les Concours Financiers de l'Etat : rappel de l'évolution des contrats

|             |  |
|-------------|--|
| Avant 2007  | <b>Contrat de croissance et de solidarité</b>  |
|             | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Progression de l'enveloppe selon l'inflation + croissance du PIB</li> <li>→ Le périmètre des « variables d'ajustement » est réduit (DCTP)</li> </ul>  |
| 2008 - 2010 | <b>Contrat de stabilité</b>  |
|             | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ L'enveloppe normée ne progresse plus que de l'inflation</li> <li>→ Le périmètre des « variables d'ajustement » s'étend (allocations compensatrices notamment)</li> </ul>  |
| 2009 - 2010 | <b>Contrat de stabilité renforcé</b>   |
|             | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Le FCTVA fait son entrée dans l'enveloppe normée, ce qui accentue les minoration au titre des variables d'ajustement</li> </ul>   |
| 2011 - 2013 | <b>Le « Zéro valeur »</b>  |
|             | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ L'enveloppe normée n'évolue plus (fin de l'indexation)</li> </ul>   |
| 2014 - 2017 | <b>Pacte de responsabilité</b>   |
|             | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ L'enveloppe normée n'existe plus (on parle de « concours encadrés »)</li> <li>→ Effort de 11,5 Mds € sur les collectivités (ponction CRFP)</li> </ul>   |
| Depuis 2018 | <b>Pacte de « confiance »</b>  |
|             | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Stabilisation de la DGF des collectivités et du FPIC (2018 et 2019)</li> <li>→ Contractualisation sur la dynamique des dépenses (-13 Mds €)</li> <li>→ <b>Pacte de confiance : retiré du budget 2023</b></li> </ul> |

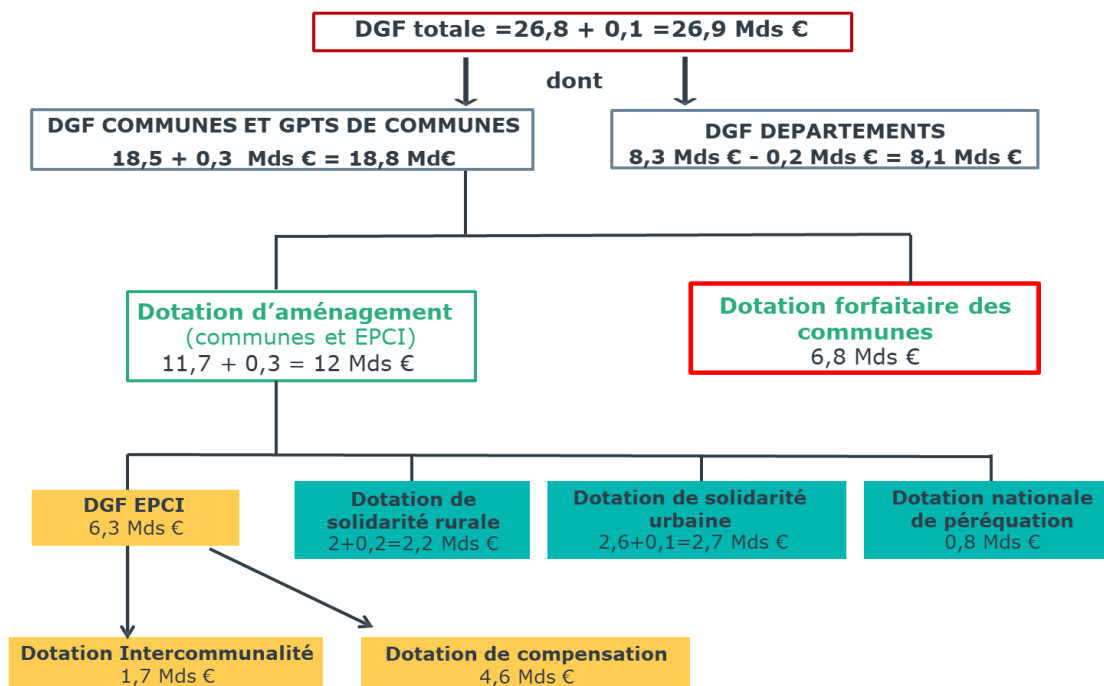
- Côté dotations, cette année le gouvernement a décidé d'abonder l'enveloppe globale de DGF à hauteur de 320M€, et ce afin de financer les hausses de dotation de solidarité rurale (DSR) et dotation de solidarité urbaine (DSU) sans écrêter la dotation forfaitaire (DF) pour les communes et de la dotation d'intercommunalité (DI) pour les intercommunalités. Cela n'était pas arrivé depuis 13 ans.
- Enfin, l'article 45 du PLF 2023 prévoit le remplacement du critère de longueur de voirie utilisé dans le cadre de la répartition des fractions péréquation et cible de la DSR par un indicateur de superficie, cette dernière étant pondérée par un coefficient de densité de population.

## Les dotations de péréquation pour les communes en 2023

| Dotation de Solidarité Rurale DSR   | Dotation de Solidarité Urbaine DSU  | Dotation Nationale de Péréquation DNP  |
|---|---|--|
| <p><b>Enveloppe nationale : + 200 M€</b></p> <p><i>Eligibles</i> : la quasi-totalité des communes de moins de 10 000 hab.</p> <p><i>Critères</i> : potentiel financier par hab et par hectare, nombre d'élèves et <b>longueur de voirie</b></p> <p><i>3 fractions</i> : bourgs-centres, péréquation et depuis 2012 fraction « cible » pour les 10 000 communes les plus pauvres</p> | <p><b>Enveloppe nationale : +90 M€</b></p> <p><i>Eligibles</i> : 2/3 des villes de + de 10 000 hab. et 10 % de la strate 5 000-10 000 hab.</p> <p><i>Critères</i> : % de logements sociaux, % APL, revenu moyen, potentiel financier; effort fiscal, % ZFU et ZRU</p> <p><b>Part cible pour les 250 villes les plus pauvres supprimée en 2017</b></p> | <p><b>Enveloppe nationale : Stable depuis 2016</b></p> <p><i>Eligibles</i> : plus d'une commune sur 2</p> <p><i>Critères</i> : potentiel financier; effort fiscal, potentiel fiscal</p> <p><i>2 parts</i> : principale et majoration</p> <p><b>Quel devenir pour les prochaines années ?</b></p> |
| + 10 %  | + 3,5 %   | GEL  |

Dispositifs de péréquation verticale confortés dont l'augmentation est assurée pour 2023 à 100 % par des crédits externes

## La DGF 2023 (articles 109 et 195 LF)



D'après les 1ers calculs de Bercy, 95 % des collectivités verraient en 2023 leur DGF se maintenir ou augmenter... contre seulement 1/3 avec les redéploiements internes  
La DGF d'une commune ne pourra donc baisser que dans 3 cas...

→ **Réforme du FPIC (article 195 Loi finance)**

**Le critère d'exclusion du reversement en raison d'un Effort Fiscal Agrégé (EFA) inférieur à 1 est supprimé**

**Rappel** : l'Effort Fiscal Agrégé est un ratio qui mesure la pression fiscale exercée par les collectivités de l'ensemble intercommunal par rapport aux bases mobilisables

**La garantie de sortie est cas de perte d'éligibilité est modifiée et rallongée de 3 ans**

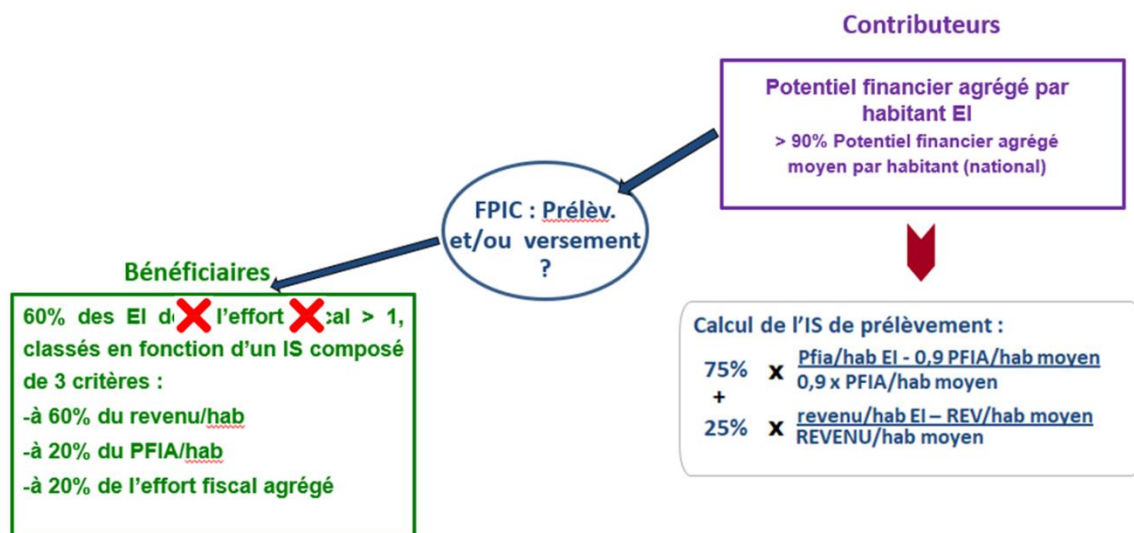
Les Ensembles Intercommunaux concernés percevront les 4 années suivant la dernière année d'éligibilité, à titre de garantie, une attribution égale respectivement à 90 %, 70 %, 50 % puis 25 % du montant perçu l'année précédant celle au titre de laquelle ils ont perdu l'éligibilité

→ **Gel de la fraction de correction de l'Effort Fiscal**

La loi finance 2023 reprend la recommandation du CFL qui propose de neutraliser l'effort fiscal à l'année 2019

Autrement dit, la loi finance 2023 introduit déjà des modifications face aux effets induits par la modification des critères

## Le FPIC en 2023



**Garantie de sortie**  
LF 2023 =  
90 % en n    70 % en n+1  
50 % en n+2    et 25 % en n + 3

**Garantie de sortie**  
LF 2022 =  
50 % en n et 0 ensuite



### → Création d'un fonds vert (article 135 Loi Finance 2023)

La loi finance 2023 a également retenu la création d'un fonds vert, à hauteur de 2 milliards d'€ (500 M€ de CP)

#### Modalités d'accès (période 2023-2026)

- Pas d'appels à projets : notre point de contact est le Préfet
- Mode d'attribution déconcentrée, adaptée aux territoires et non aux projets
- Fonds coordonné par la Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature
- Lancement en janvier 2023 de la plateforme Aides-territoires <https://aides-territoires.beta.gouv.fr>
- Outil informatique Démarches-simplifiées dédié à la demande d'aides et au suivi de dossiers
- Soutien en ingénierie fourni par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoire, les agences de l'eau, l'ADEME, le CEREMA et l'Office Français de la Biodiversité

## Le fonds vise à financer les projets locaux déclinés des objectifs nationaux

### Axes financés par le fonds vert :

**AXE 1 :** Renforcement de la performance environnementale des territoires  
Rénovation énergétique des bâtiments publics  
Soutien au tri à la source et à la valorisation des biodéchets  
Rénovation des parcs de luminaires d'éclairage public

**AXE 2 : Adaptation au changement climatique**

Prévention des inondations, incendies de forêts et vents cycloniques  
Adaptation au recul de trait de côte pour les territoires côtiers  
Adaptation aux risques émergents dans les territoires de montagne  
Renaturation des villes

**AXE 3 :** Amélioration du cadre de vie

Déploiement des Zones à Faibles Emissions mobilité  
Recyclage des friches  
Déploiement de la stratégie nationale Biodiversité 2030

### **3. Les outils pour lutter contre la hausse des dépenses d'énergie (article 113 Loi finance 2023)**

#### **Les solutions qui existent à ce jour :**

- L'article 14 de la loi de finances rectificative pour 2022 a mis en place un « filet de sécurité » à hauteur de 430 millions d'euros pour aider les collectivités face à la hausse du point d'indice, du coût de l'alimentation et de l'énergie.
- Cette aide a été reconduite dans le Projet de Loi de Finances pour 2023 à hauteur de 1,5 milliards d'euros pour soutenir les collectivités face à la hausse des dépenses énergétiques.
- S'ajoute au filet de sécurité défini par le PLF, un « amortisseur électricité » visant à garantir un prix raisonnable de l'électricité aux collectivités. Il protégera les plus impactées par les hausses des prix et s'appliquera au 1er janvier 2023, pour un an, à tous ceux qui n'ont pas accès aux tarifs réglementés de vente.
- Enfin, pour accompagner les collectivités vers l'adaptation aux enjeux du changement climatique, un « fonds vert » sera mis en place et doté de 2 milliards

d'euros. Les collectivités mettant en place des projets en faveur du climat et de la biodiversité pourront y prétendre.

### **Mini réforme des indicateurs**

- La réforme du calcul des indicateurs financiers utilisés dans la répartition de la DGF vise en premier lieu à tirer les conséquences de la réforme du panier de ressources des collectivités territoriales.
- Ces évolutions, issues des travaux menés par le Comité des finances locales, visent à tenir compte du nouveau panier de ressources des collectivités (notamment l'attribution de la part départementale de taxe foncière aux communes ; la perception par les EPCI et les départements d'une fraction de TVA et la création d'un prélèvement sur recettes compensant les pertes de recettes liées à la réforme de l'assiette des locaux industriels) et ainsi retranscrire le plus fidèlement possible le niveau de ressources des collectivités.

### III. La situation financière de la commune

Globalement, comme chaque année, les orientations s'inscrivent dans le cadre d'une maîtrise des dépenses de fonctionnement afin de permettre à la commune de **continuer à dégager des capacités d'investissement** nécessaires à la **mise en œuvre du projet de mandat**, tout en continuant à offrir les mêmes services de qualité à la population.

La situation nationale déjà évoquée avec les augmentations liées à l'inflation va encore rendre l'exercice difficile.

#### 1. Le Compte Administratif 2022 (Ville)

##### Section de fonctionnement

| <b>Charges</b>                     | <b>CA 2022 prov</b>                         | <b>Produits</b>                     | <b>CA 2022 prov</b> |
|------------------------------------|---|-------------------------------------|---------------------|
| Charges à caractère général        | 1 385 842                                   | Produits des services               | 152 156             |
| Charges de personnel               | 4 283 625                                   | Impôts et taxes                     | 6 472 842           |
| Attenuation de produits            | 0   | Dotations et participations         | 1 333 835           |
| Autres charges de gestion courante | 764 238                                     | Autres produits de gestion courante | 59 951              |
| Charges financières                | 345 342                                     | Attenuation de charges              | 0                   |
| Charges exceptionnelles            | 0   | RAP                                 | 0                   |
| Opérations d'ordre entre sections  | 1 117 518                                   | Produits exceptionnels              | 222 255             |
|                                    |   | Opérations d'ordre entre sections   | 180 340             |
|                                    |   | Résultat fc 2021 reporté            | 1 213 587           |
|                                    |   |                                     |                     |
| <b>Charges de fonctionnement</b>   | <b>7 896 565</b>                            | <b>Produits de fonctionnement</b>   | <b>9 634 966</b>    |
|                                    |   |                                     |                     |
|                                    | <b>soit un résultat de clôture en fct :</b> | <b>1 738 401</b>                    |                     |

**Section d'investissement**

| <b>Dépenses</b>                   | <b>CA 2022 prov</b>                             | <b>RAR</b>                    | <b>Recettes</b>                        | <b>CA 2022 prov</b>           | <b>RAR</b>       |
|-----------------------------------|---|-------------------------------|--|-------------------------------|------------------|
| Emprunts et dettes                | 609 713   |                               | Dotations et réserves                  | 249 666                       |                  |
| Immobilisations inc               | 98 999  | 100 000                       | Excédent de fct capitalisé             | 1 300 000                     |                  |
| Subventions d'équipement versées  | 0   |                               | Emprunts et dettes                     | 0                             |                  |
| Immobilisations corp              | 328 864   | 350 000                       | Subventions                            | 1 634 563                     | 2 200 000        |
| Immobilisations en cours          | 1 329 073                                       | 2 800 000                     | Cessions                               | 222 255                       |                  |
| Autres                            | 33 620  |                               | Autres                                 | 15 879                        |                  |
| Opérations d'ordre entre sections | 180 340   |                               | Opérations d'ordre entre sections      | 1 117 518                     |                  |
| Opérations patrimoniales          | 0   |                               | Opérations patrimoniales               | 0                             |                  |
|                                   |   |                               | Résultat d'investissement 2021 reporté | 595 859                       |                  |
|                                   |   |                               |  |                               |                  |
|                                   |   |                               |  |                               |                  |
| <b>Dépenses d'investissement</b>  | <b>2 580 609</b>                                | <b>RAR Dépenses 3 250 000</b> | <b>Recettes d'investissement</b>       | <b>RAR Recettes 5 135 740</b> | <b>2 200 000</b> |
|                                   |   |                               |  |                               |                  |
|                                   | soit un résultat de clôture en invest :         |                               | <b>2 555 131</b>                       |                               |                  |
|                                   | soit un résultat de clôture (Clôture Général) : |                               | <b>4 293 532</b>                       |                               |                  |

Soit un résultat cumulé de 4 293 532 € qui sera approuvé au prochain conseil

**Municipal lors de l'adoption du Compte financier unique (CFU)  
- Le Compte Administratif 2022 (santé)  
Section de fonctionnement**

| <b>Charges</b>                     | <b>CA 2022 prov</b>                         | <b>Produits</b>                      | <b>CA 2022 prov</b> |
|------------------------------------|---|--------------------------------------|---------------------|
| Charges à caractère général        | 21 053                                      | Produits des services                | 53 584              |
| Charges de personnel               | 412 156                                     | Impôts et taxes                      | 0                   |
| Atténuation de produits            | 0   | Dotations et participations          | 407 273             |
| Autres charges de gestion courante | 0   | Autres produits de gestion courante  | 0                   |
| Charges financières                | 0   | Atténuations de charges              | 0                   |
| Charges exceptionnelles            | 0   | RAP                                  | 0                   |
| Opérations d'ordre entre sections  | 0   | Produits exceptionnels               | 0                   |
| Autres                             | 0   | Résultat fonctionnement 2021 reporté | 31 110              |
|                                    |   |                                      |                     |
|                                    |   |                                      |                     |
| <b>Charges de fonctionnement</b>   | <b>433 209</b>                              | <b>Produits de fonctionnement</b>    | <b>491 967</b>      |
|                                    |   |                                      |                     |
|                                    | <b>soit un résultat de clôture en fct :</b> | <b>58 758</b>                        |                     |

## 2. - L'équilibre financier 2022 consolidé

En 2022, la situation financière de Baillif continue de s'améliorer ; elle est notamment caractérisée par une épargne brute positive (1,3 M€).

**Le résultat consolidé 2022 est également excédentaire : + 4,2 M€**

Les recettes totales de l'exercice 2022 s'élèvent à 12,1 M€. Elles sont constituées à hauteur de 73 % par les recettes de fonctionnement.

**Aucun emprunt n'a été contracté.**

Les dépenses totales de l'exercice 2022 se montent à 10,9 M€, dont 8,5 M€ de dépenses de fonctionnement et 2,4 M€ de dépenses d'équipement.

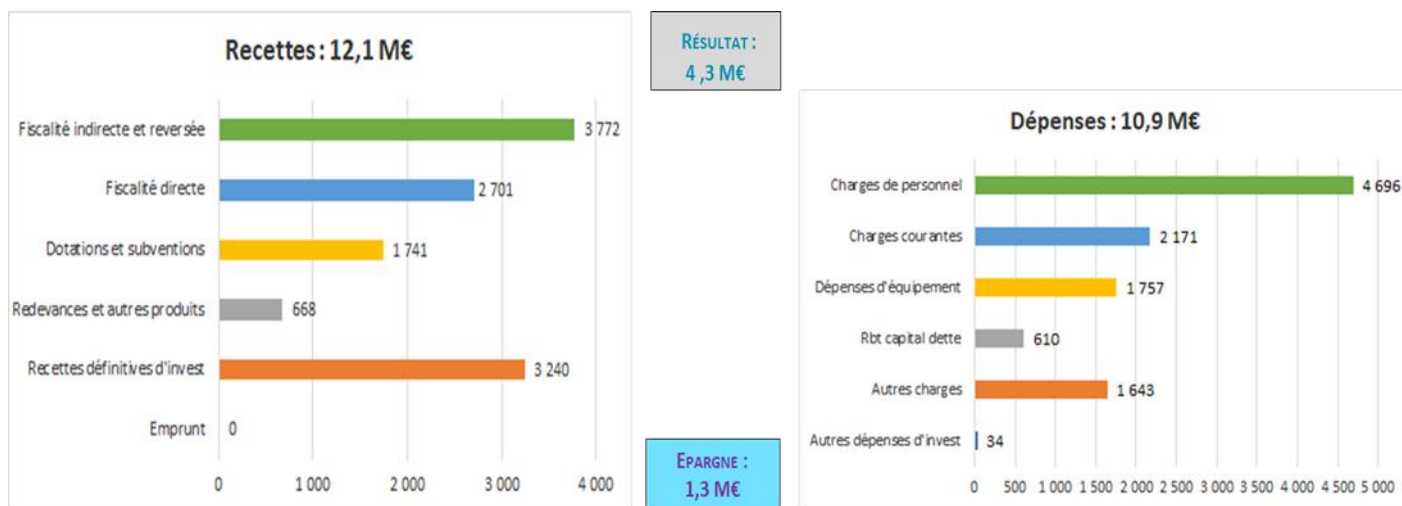
La différence entre le total des recettes et celui des dépenses vient augmenter le fonds

de roulement : **4,2 M€**

### 3. – Les contraintes légales imposées par la loi

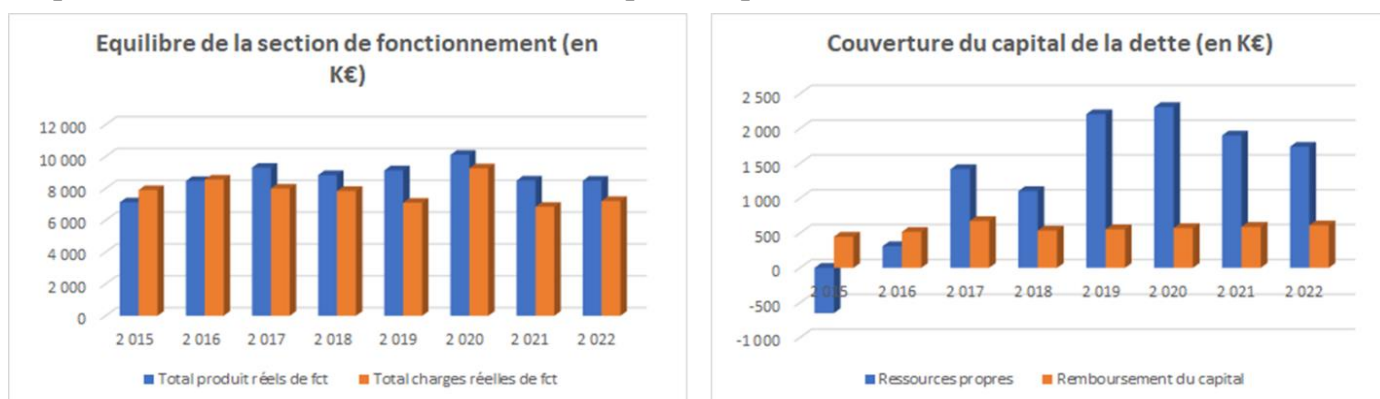
L'article 1612-4 du CGCT définit les contraintes d'équilibre légales qui s'imposent aux collectivités locales et qui doivent faire l'objet d'un contrôle de la Préfecture :

- Contrainte d'équilibre de la section de fonctionnement : Les charges réelles de fonctionnement doivent être couvertes par des produits réels de fonctionnement



- Contrainte de couverture du remboursement du capital de la dette : Outre l'impossibilité de financer des charges de fonctionnement par de l'emprunt, la loi oblige les collectivités à épargner chaque année une somme suffisante pour couvrir l'amortissement du capital des emprunts. Plus précisément, la loi stipule que le capital de la dette doit être couvert par le solde des produits de fonctionnement sur les charges de fonctionnement.

Depuis 2017, ces deux contraintes sont respectées par la commune de Baillif



### E – Analyse des Soldes Intermédiaires de Gestion

La compréhension de la situation financière de la commune et de sa dynamique passe par la construction des **Soldes Intermédiaires de gestion (SIG)**.

Ces soldes sont déterminés à partir des flux réels des comptes de la commune.

L'Excédent Brut de Fonctionnement (**EBF**), la CAF (**Capacité d'Autofinancement**) brute et la CAF nette constituent les soldes les plus importants

:

**EBF** : Produits courants – Charges courantes. Cet indicateur n'intègre ni le résultat financier, ni le résultat exceptionnel

**CAF brute** : Recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement, y compris les charges financières. La CAF brute est le solde disponible pour le remboursement du capital de la dette et le financement des investissements

**CAF nette** : CAF brute – remboursement du capital de la dette. La CAF nette permet de calculer le solde disponible pour le financement des investissements

Sur la période, l'EBF a fortement progressé : de 300 K€ en 2015 à 1,6 M€ en 2022

En effet, les produits courants ont augmenté (+ 1,6 M€) plus vite que les charges (+

| + | SYNTHÈSE                           | 2015      | 2016      | 2017      | 2018      | 2019      | 2020       | 2021      | 2022      |
|---|------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|
|   | Recettes de fonctionnement courant | 6 889 917 | 8 006 555 | 7 447 090 | 8 593 167 | 8 900 229 | 10 985 292 | 8 181 778 | 8 479 642 |
|   | Dépenses de fonctionnement courant | 6 579 945 | 7 704 557 | 7 118 991 | 7 195 204 | 6 811 231 | 7 638 236  | 6 303 396 | 6 866 914 |
|   | Epargne de gestion                 | 309 972   | 301 999   | 328 099   | 1 397 962 | 2 088 998 | 3 347 056  | 1 878 382 | 1 612 728 |

300 K€)

Le taux d'épargne brute se calcule comme suit : CAF brute/Produits courants. Il est admis que le taux d'épargne brute est correct lorsqu'il est supérieur à 10 %.

Depuis 2019, le taux d'autofinancement retrouve un niveau satisfaisant, en moyenne entre 15 et 20 %.

| SYNTHÈSE  | 2015              | 2016            | 2017             | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             |
|---|-------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Recettes de fonctionnement courant              | 6 889 917         | 8 006 555       | 7 447 090        | 8 593 167        | 8 900 229        | 10 985 292       | 8 181 778        | 8 479 642        |
| Dépenses de fonctionnement courant (hors trav   | 6 579 945         | 7 704 557       | 7 118 991        | 7 195 204        | 6 811 231        | 7 638 236        | 6 303 396        | 6 866 914        |
| <b>Épargne de gestion</b>                       | <b>309 972</b>    | <b>301 999</b>  | <b>328 099</b>   | <b>1 397 962</b> | <b>2 088 998</b> | <b>3 347 056</b> | <b>1 878 382</b> | <b>1 612 728</b> |
| Résultats financiers                            | -950 600          | -630 788        | -272 848         | -639 441         | -471 374         | -571 438         | -555 128         | -345 342         |
| Résultats exceptionnels                         | 80 167            | 237 207         | 1 253 917        | 199 432          | 315 388          | -321 906         | 139 499          | 0                |
| <b>Épargne brute</b>                            | <b>-560 461</b>   | <b>-91 583</b>  | <b>1 309 168</b> | <b>957 953</b>   | <b>1 933 012</b> | <b>2 453 713</b> | <b>1 462 753</b> | <b>1 267 386</b> |
| Remboursement courant du capital de la dette (  | 447 172           | 515 529         | 671 741          | 534 694          | 586 075          | 570 547          | 589 634          | 609 713          |
| Créances sur des collectivités                  | 0                 | 0               | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |
| <b>Épargne Disponible (Autofinancement net)</b> | <b>-1 007 633</b> | <b>-607 112</b> | <b>637 427</b>   | <b>423 259</b>   | <b>1 346 937</b> | <b>1 883 166</b> | <b>873 119</b>   | <b>657 673</b>   |

La CAF Nette est négative jusqu'en 2016 et redevient positive à partir de 2017. Cette augmentation s'explique par l'augmentation des taux de 2018 et par les efforts de gestion consentis sur les charges.

Entre 2015 et 2021, la CAF Nette cumulée est positive : **+ 4,2 M€**.

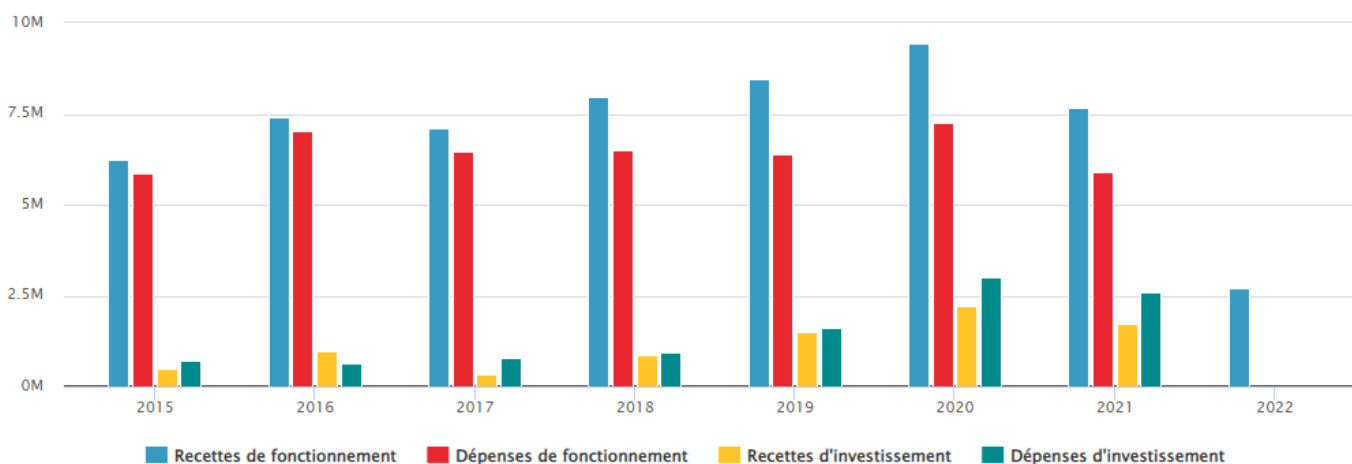
**Ce volume d'épargne a permis de financer une partie des dépenses d'équipement, au détriment de l'emprunt. L'autofinancement est affiché positivement**

#### 4. – Analyse de l'endettement et de la solvabilité

L'encours de dette au 31/12 2022 est le plus bas de la période 2015-2022 et s'établit à 7 286 K€.

**Le niveau d'endettement de la commune doit s'apprécier au regard de la**

Evolution des Recettes et Dépenses



## capacité de la collectivité à rembourser sa dette.

2 ratios permettent d'analyser cette capacité et donc le risque de défaillance possible des paiements :

- le taux d'endettement, égal au rapport entre le stock de dette et les recettes courantes : Ce taux mesure l'importance de la dette au regard de la surface financière du budget de la commune
- la capacité de désendettement, égale au rapport entre le stock de dette et la CAF brute. Ce ratio théorique mesure la durée (en années) nécessaire pour rembourser la totalité de la dette en supposant que la commune y consacre la totalité de sa CAF brute

### Le taux d'endettement s'est largement amélioré :

- **En 2015 : 180 %**
- **En 2022 : 86 %**

Le ratio de capacité de désendettement permet de déterminer le nombre d'années nécessaires au remboursement intégral du capital de la dette. Le plafond de ce ratio a été établi à 12 ans pour les communes et EPCI par la loi de programmation des finances publiques 2023-2027. **En situation d'insolvabilité en 2015 et en 2016, la solvabilité de la commune est depuis 2017 correcte (6 ans en 2022)**

| SYNTHÈSE                   | 2015       | 2016       | 2017       | 2018       | 2019       | 2020      | 2021      | 2022      |
|----------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|-----------|-----------|-----------|
| Dettes au 31/12            | 12 502 746 | 11 987 216 | 11 315 478 | 10 780 784 | 10 194 709 | 9 624 161 | 7 895 380 | 7 285 667 |
| Épargne brute              | -560 461   | -91 583    | 1 309 168  | 957 953    | 1 933 012  | 2 453 713 | 1 462 753 | 1 267 386 |
| Capacité de désendettement | -22,31     | -130,89    | 8,64       | 11,25      | 5,27       | 3,92      | 5,40      | 5,75      |



**Pour la 9<sup>ème</sup> année consécutive, la ville n'a pas eu recours à l'emprunt.**

**La politique prudente de gestion menée par l'équipe municipale permet de stabiliser l'annuité de l'emprunt (remboursement capital + intérêt).**

# TABLEAU DE SYNTHÈSE 2015 - 2022

Envoyé en préfecture le 30/03/2023

Reçu en préfecture le 30/03/2023

Publié le

ID : 971-219711041-20230322-23\_1\_5-DE



| SYNTHÈSE   | 2015              | 2016              | 2017              | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Recettes de fonctionnement courant                   | 6 889 917         | 8 006 555         | 7 447 090         | 8 593 167        | 8 900 229        | 10 985 292       | 8 181 778        | 8 479 642        |
| Dépenses de fonctionnement courant (hors trav        | 6 579 945         | 7 704 557         | 7 118 991         | 7 195 204        | 6 811 231        | 7 638 236        | 6 303 396        | 6 866 914        |
| <b>Epargne de gestion</b>                            | <b>309 972</b>    | <b>301 999</b>    | <b>328 099</b>    | <b>1 397 962</b> | <b>2 088 998</b> | <b>3 347 056</b> | <b>1 878 382</b> | <b>1 612 728</b> |
| Résultats financiers                                 | -950 600          | -630 788          | -272 848          | -639 441         | -471 374         | -571 438         | -555 128         | -345 342         |
| Résultats exceptionnels                              | 80 167            | 237 207           | 1 253 917         | 199 432          | 315 388          | -321 906         | 139 499          | 0                |
| <b>Epargne brute</b>                                 | <b>-560 461</b>   | <b>-91 583</b>    | <b>1 309 168</b>  | <b>957 953</b>   | <b>1 933 012</b> | <b>2 453 713</b> | <b>1 462 753</b> | <b>1 267 386</b> |
| Remboursement courant du capital de la dette (       | 447 172           | 515 529           | 671 741           | 534 694          | 586 075          | 570 547          | 589 634          | 609 713          |
| Créances sur des collectivités                       | 0                 | 0                 | 0                 | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |
| <b>Epargne Disponible (Autofinancement net)</b>      | <b>-1 007 633</b> | <b>-607 112</b>   | <b>637 427</b>    | <b>423 259</b>   | <b>1 346 937</b> | <b>1 883 166</b> | <b>873 119</b>   | <b>657 673</b>   |
| Dépenses réelles d'investissement y compris tra      | 701 557           | 650 088           | 789 318           | 953 742          | 1 599 425        | 3 014 201        | 2 590 933        | 1 790 553        |
| dont remboursement du 16449                          | 0                 | 0                 | 0                 | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Recettes réelles d'investissement                    | 501 447           | 991 497           | 324 106           | 864 009          | 1 500 245        | 2 231 891        | 1 744 995        | 2 122 359        |
| <b>Besoin de financement</b>                         | <b>200 110</b>    | <b>-341 409</b>   | <b>465 212</b>    | <b>89 733</b>    | <b>99 180</b>    | <b>782 310</b>   | <b>845 938</b>   | <b>-331 806</b>  |
| Emprunts nouveaux                                    | 4 750 889         | 0                 | 0                 | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Emprunts gestion                                     | 0                 | 0                 | 0                 | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |
| <b>Variation du fonds de roulement (Hors cessior</b> | <b>3 543 146</b>  | <b>-265 702</b>   | <b>172 215</b>    | <b>333 526</b>   | <b>1 247 757</b> | <b>1 100 856</b> | <b>27 181</b>    | <b>989 479</b>   |
| Produits des cessions d'immobilisations              | 0                 | 226 980           | 3 990             | 3 815            | 17 960           | 1 298 408        | 195 086          | 222 255          |
| <b>Variation du Fond de roulement (Avec Cession</b>  | <b>3 543 146</b>  | <b>-38 722</b>    | <b>176 205</b>    | <b>337 341</b>   | <b>1 265 717</b> | <b>2 399 264</b> | <b>222 267</b>   | <b>1 211 734</b> |
| Résultat global de clôture de l'exercice N-1         | -4 813 474        | -1 270 914        | -1 310 918        | -1 101 722       | -768 164         | 581 850          | 2 981 087        | 3 203 354        |
| <b>Résultat global de clôture</b>                    | <b>-1 270 328</b> | <b>-1 309 636</b> | <b>-1 134 713</b> | <b>-764 381</b>  | <b>497 553</b>   | <b>2 981 114</b> | <b>3 203 354</b> | <b>4 415 088</b> |
| Résultat de l'exercice net des RAR                   | -1 270 328        | -1 309 636        | -1 134 713        | -764 381         | 497 553          | 2 981 114        | 3 203 354        | 4 415 088        |
| Dette au 31 12                                       | 12 502 746        | 11 987 216        | 11 315 478        | 10 780 784       | 10 194 709       | 9 624 161        | 7 895 380        | 7 285 667        |
| Capacité de désendettement                           | -22,31            | -130,89           | 8,64              | 11,25            | 5,27             | 3,92             | 5,40             | 5,75             |

## **IV. – La prospective 2023-2026**

### **1 – Repères légaux et définition**

#### **Obligations minimales « déduites » des dispositions légales :**

Le résultat comptable de la section de fonctionnement doit être positif et la commune doit rembourser le capital de sa dette par des ressources propres.

#### **Définition de la stratégie financière de la commune à horizon 2026 :**

- **Maintenir le taux d'épargne à 10 %**
- **Épargne nette positive**
- **Poursuite du désendettement**
- **Conserver une capacité de désendettement satisfaisante (endettement/CAF) inférieure ou égale à 5 ans**

#### **Plusieurs leviers peuvent être simulés :**

- Réduction des charges de fonctionnement
- Variation et planification du programme d'investissement
- Cessions foncières (à valider par les Elus)
- Cumul de ces 3 leviers

### **2. – Scénario étudié**

#### **scénario étudié et présenté:**


##### **Scénario « Au fil de l'eau »**

Ce scénario est construit à taux fiscaux stables et il consiste à déterminer l'effort d'équipement de la commune :

- Evolution maîtrisée des charges de gestion
- Taux de subvention retenu : 50 %

### 3. – Présentation de la simulation

Des hypothèses bâties en lien et validées par la commune, reposant sur des données exogènes et endogènes :

- Hypothèses prospectives pour la commune dans sa configuration actuelle (continuation des actions, pas de nouvelles compétences transférées à la CAGSC , etc...)
- Travaux sur les hypothèses avec intégration de certaines évolutions de charges et de produits

**Avertissement : ces hypothèses sont soumises à de nombreux aléas :**

- Conjoncture nationale (inflation...)
- Prochaines Lois de Finances
- Politique de l'Etat des autres financeurs, etc...
- Les projections relatives à la DGF sont donc prévisionnelles (les prospectives devront donc être mises à jour au fur et à mesure du vote des prochaines Lois de Finances)

Les dispositions relatives à la **loi finance 2023** sont intégrées à la **présentation de la simulation 1 « Fil de l'eau » - Charges**

**Evolution moyenne des charges de gestion :**

- **Charges à caractère général** : 2 % par an
- **Charges de personnel** : + 2,5 % par an : ce taux correspond à l'évolution moyenne du GVT ((Glissement-vieillesse-technicité) et des possibles augmentations des valeurs de points de la Fonction Publique Territoriale
- **Charges de gestion courante** (contingents et subventions) : 2 % par an (l'enveloppe tient naturellement compte des variations de la subvention versée au budget Santé)
- **Charges financières (intérêts de la dette)** :
  - Introduction de l'état d'extinction de la commune au 1/1/2022, à savoir :
 

|               |               |
|---------------|---------------|
| 2023 : 479 K€ | 2024 : 313 K€ |
| 2025 : 152 K€ | 2026 : 126 K€ |

 Diminution des charges de l'intérêt de la dette
- **Les emprunts contractés** par la commune depuis 2005 sont projetés sur une durée de 20 ans au taux moyen de 1,5 % (échéances constantes)
- **Charges exceptionnelles** : 100 K€ par an, par prudence
- **Dotations aux amortissements : DAP** supplémentaires en n = 2% des dépenses d'équipement de n-1

## Présentation de la simulation 1 « Fil de l'eau » - Produits

### Fiscalité directe :

#### **Bases « ménages » :**

- FB (Foncier bâti) : + 7,1 % en 2023 (Loi de Finances), + 1,5 % par an ensuite  
FNB (foncier non bâti) : stables
- Maintien des taux « fonciers » au niveau de 2022

#### **Fiscalité reversée :**

- Attribution de compensation : le montant de l'AC est figé dans la simulation à 102 K€  
Cette dotation est invariable dans le temps, sauf nouveaux transferts de compétences
- FPIC (Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales) : stable à 60 K€

### Fiscalité indirecte :

- Droits de mutation : 30 K€ par an (hypothèse prudente)

#### Autres produits courants :

- Produits des services : stables (170 K€ par an)
- Produits de gestion courante : + 50 K€ par an
- Remboursements sur rémunérations du personnel : 0 €

#### Dotations et subventions :

- Population : stable
- DGF : évolution de + 2 % par an (dotations de péréquation)
- Subventions : 300 K€ par an

#### Produits exceptionnels : Pas de produits exceptionnels (par prudence)

- Remarque : les cessions sont intégrées en recettes d'investissement

## Projections Taux constants

|                                      | CA 2018          | CA 2019          | CA 2020          | CA 2021          | CA 2022          | CA 2023          | CA 2024          | CA 2025          | CA 2026          |
|--------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Bases TH                             | 3 787 898        | 4 068 777        | 4 162 000        |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| <b>Hyp Bases RP</b>                  | <b>3 787 898</b> | <b>4 068 777</b> | <b>4 162 000</b> | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         |
| 80% dégrevés                         | 3 030 318        | 3 255 022        | 3 329 600        | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |
| 20%                                  | 757 580          | 813 755          | 832 400          |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| <b>Hyp Bases RS</b>                  | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         |
| Taux TH RP                           | 28,07            | 28,07            | 28,07            |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| Taux TH RP pris en compte            | 16,53            | 16,53            | 16,53            | 16,53            | 28,07            | 28,07            | 28,07            | 28,07            | 28,07            |
| Taux TH RS                           | 28,07            | 28,07            | 28,07            | 28,07            | 28,07            | 28,07            | 28,07            | 28,07            | 28,07            |
| Produit TH (RP) 80 % payé            | 595 427          | 319 790          | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Produit TH (RP) 80 % dégreuvé        | 150 273          | 349 736          | 550 383          | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Produit TH (RP) 20 %                 | 212 653          | 228 421          | 233 655          | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Produit TH (RS)                      | 0                | 0                | 146 309          | 122 546          | 140 272          | 140 272          | 140 272          | 140 272          | 140 272          |
| Bases FB                             | 5 070 815        | 5 126 372        | 5 259 000        | 5 225 202        | 5 615 000        | 6 013 665        | 6 103 870        | 6 195 428        | 6 288 359        |
| Taux FB                              | 30,23%           | 30,23%           | 30,23%           | 55,50%           | 55,50%           | 55,50%           | 55,50%           | 55,50%           | 55,50%           |
| Produit FB                           | 1 532 907        | 1 549 702        | 1 589 796        | 2 899 987        | 3 116 325        | 3 337 584        | 3 387 648        | 3 438 463        | 3 490 039        |
| Bases FNB Stables                    | 38 881           | 29 289           | 29 500           | 29 500           | 32 800           | 32 800           | 32 800           | 32 800           | 32 800           |
| Taux FNB                             | 84,16%           | 84,16%           | 84,16%           | 84,16%           | 84,16%           | 84,16%           | 84,16%           | 84,16%           | 84,16%           |
| Produit FNB                          | 32 722           | 24 650           | 24 827           | 24 827           | 27 604           | 27 604           | 27 604           | 27 604           | 27 604           |
| <b>Coefficient Correcteur (CoCo)</b> |                  |                  |                  | <b>0,761</b>     |                  |                  |                  |                  |                  |
| <b>Produit fiscal notifié</b>        | <b>2 523 983</b> | <b>2 472 298</b> | <b>2 544 969</b> | <b>2 355 186</b> | <b>2 540 391</b> | <b>2 708 839</b> | <b>2 746 954</b> | <b>2 785 640</b> | <b>2 824 906</b> |
| Rôles supp                           | 59 697           | 211 106          | 143 468          | 0                | 160 330          | 100 000          | 100 000          | 100 000          | 100 000          |
| <b>Produit fiscal CA</b>             | <b>2 583 680</b> | <b>2 683 404</b> | <b>2 688 437</b> | <b>2 355 186</b> | <b>2 700 721</b> | <b>2 808 839</b> | <b>2 846 954</b> | <b>2 885 640</b> | <b>2 924 906</b> |

## Présentation de la simulation 1 « Fil de l'eau » – Dépenses d'investissement

### Capital remboursé :

- Introduction de l'état d'extinction de la commune au 1/1/2023, à savoir :

| Année | Montant |
|-------|---------|
| 2023  | 631 K€  |
| 2024  | 654 K€  |
| 2025  | 677 K€  |
| 2026  | 470 K€  |

- Dépenses d'équipement : Variable d'ajustement, déterminée de façon à respecter les contraintes de la stratégie financière

## Présentation de la simulation 1 « Fil de l'eau » – Recettes d'investissement

### FCTVA (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée) :

Les dépenses d'équipement sont éligibles au FCTVA- décalage de 2 ans (la commune n'est pas éligible au Plan de relance)

- Projection : 90 % des dépenses d'équipement n-1 x 16,404 %
- Taxe d'aménagement : 50 K€ par an

### Subventions :

Il est proposé de retenir un taux de subvention de 70 %

### Cessions de Terrains

Si la commune était amenée à céder du patrimoine, alors la recette permettrait :

- Soit de financer à due concurrence des programmes d'investissement supplémentaires
- Soit de diminuer à due concurrence le volume d'emprunt nouveau à contracter

# Résultat et analyse de la simulation 1 « au fil de l'eau »

Envoyé en préfecture le 30/03/2023

Reçu en préfecture le 30/03/2023

Publié le



ID : 971-219711041-20230322-23\_1\_5-DE

| <b>ANALYSE PROSPECTIVE BUDGET PPAL (K€)</b>                   | <b>CA19</b>   | <b>CA20</b>   | <b>CA21</b>  | <b>CA22</b>   | <b>CA23</b>  | <b>CA24</b>  | <b>CA25</b>  | <b>CA26</b>  |
|---|---------------|---------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>I FINANCEMENT DISPONIBLE COURANT (G+H)</b>                 | <b>1 946</b>  | <b>1 451</b>  | <b>1 402</b> | <b>1 945</b>  | <b>1 583</b> | <b>1 531</b> | <b>1 779</b> | <b>1 705</b> |
| <b>J EMPRUNTS REMBOURSES</b>                                  | <b>552</b>    | <b>571</b>    | <b>589</b>   | <b>610</b>    | <b>631</b>   | <b>654</b>   | <b>677</b>   | <b>470</b>   |
| <i>Remboursements contractuel du capital de la dette (16)</i> | 552           | 571           | 589          | 610           | 631          | 654          | 677          | 470          |
| <b>K MARGE D'AUTOFINANCEMENT COURANT (I-J)</b>                | <b>1 394</b>  | <b>880</b>    | <b>813</b>   | <b>1 335</b>  | <b>952</b>   | <b>877</b>   | <b>1 102</b> | <b>1 235</b> |
| <b>L ELEMENTS NON RECURRENTS</b>                              | <b>1 485</b>  | <b>3 266</b>  | <b>1 839</b> | <b>1 639</b>  | <b>1 300</b> | <b>1 300</b> | <b>1 300</b> | <b>1 300</b> |
| Produits exceptionnels (77, hors 775)                         | 303           | 745           | 378          | 0             | 0            | 0            | 0            | 0            |
| Charges exceptionnelles (67)                                  | 0             | 1 070         | 0            | 0             | 200          | 200          | 200          | 200          |
| <b>Résultat exceptionnel</b>                                  | <b>303</b>    | <b>-325</b>   | <b>378</b>   | <b>0</b>      | <b>-200</b>  | <b>-200</b>  | <b>-200</b>  | <b>-200</b>  |
| Subventions d'investissement (Rec) (13)                       | 1 217         | 2 072         | 1 495        | 1 635         | 1 500        | 1 500        | 1 500        | 1 500        |
| Subventions d'investissement (Dep) (13)                       | 0             | 0             | 0            | 0             | 0            | 0            | 0            | 0            |
| Remboursements de prêts/divers (Rec) (20-26-27)               | 0             | 1 543         | 0            | 38            | 0            | 0            | 0            | 0            |
| Avances et participations /divers (Dép) (26-27)               | 35            | 24            | 34           | 34            | 0            | 0            | 0            | 0            |
| <b>M MARGE D'AUTOFINANCEMENT EXERCICE (K-L)</b>               | <b>2 879</b>  | <b>4 146</b>  | <b>2 652</b> | <b>2 974</b>  | <b>2 252</b> | <b>2 177</b> | <b>2 402</b> | <b>2 535</b> |
| <b>O REMBOURSEMENTS ANTICIPES</b>                             | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>     | <b>0</b>      | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>P DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                            | <b>1 532</b>  | <b>2 976</b>  | <b>2 594</b> | <b>1 757</b>  | <b>3 000</b> | <b>3 000</b> | <b>3 000</b> | <b>3 000</b> |
| <i>Dépenses d'équipement (20+204+21+23)</i>                   | 1 532         | 2 976         | 2 594        | 1 757         | 3 000        | 3 000        | 3 000        | 3 000        |
| <b>Q BESOIN DE FINANCEMENT (P+O-M)</b>                        | <b>-1 347</b> | <b>-1 170</b> | <b>-58</b>   | <b>-1 217</b> | <b>748</b>   | <b>823</b>   | <b>598</b>   | <b>465</b>   |
| <b>R EMPRUNTS SOUSCRITS ET DETTES ASSIMILEES</b>              | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>     | <b>0</b>      | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| Au titre du financements des investissements                  | 0             | 0             | 0            | 0             | 0            | 0            | 0            | 0            |
| Au titre du refinancement de la dette                         | 0             | 0             | 0            | 0             | 0            | 0            | 0            | 0            |
| <b>S VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (R-Q)</b>     | <b>1 347</b>  | <b>1 170</b>  | <b>58</b>    | <b>1 217</b>  | <b>-748</b>  | <b>-823</b>  | <b>-598</b>  | <b>-465</b>  |

| <b>ANALYSE PROSPECTIVE BUDGET PPAL (K€)</b>                                     | <b>CA19</b> | <b>CA20</b> | <b>CA21</b> | <b>CA22</b> | <b>CA23</b> | <b>CA24</b> | <b>CA25</b> | <b>CA26</b> |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| S VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (R-Q)                              | 1 347       | 1 170       | 58          | 1 217       | -748        | -823        | -598        | -465        |
| T SOLDE D'EXECUTION INVESTISSEMENT N-1 REPORTE (001)                            | 3 283       | 3 348       | 1 024       | 3 077       | 4 294       | 3 546       | 2 723       | 2 125       |
| U SOLDE D'EXECUTION FONCTIONNEMENT N-1 REPORTE (002)                            | -2 744      | -1 540      | 1 995       | 0           | 0           | 0           | 0           | 0           |
| V AFFECTATION EN RESERVE (1068)   | 0           | 0           | 0           | 0           | 0           | 0           | 0           | 0           |
| W SOLDE EXECUTION INVESTISSEMENT A REPORTER                                     | 3 208       | 1 024       | 0           | 0           | 0           | 0           | 0           | 0           |
| X EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE (FR)   | 1 887       | 3 001       | 3 077       | 4 294       | 3 546       | 2 723       | 2 125       | 1 660       |
| ENCOURS DE LA DETTE AU 01 JANVIER   | 9 799       | 9 247       | 8 485       | 7 896       | 7 095       | 6 273       | 5 428       | 4 560       |
| ENCOURS DE LA DETTE AU 31 DECEMBRE  | 9 247       | 8 485       | 7 896       | 7 095       | 6 273       | 5 428       | 4 560       | 3 899       |
| <i>Indicateurs traditionnels :</i>  |             |             |             |             |             |             |             |             |
| EPARGNE BRUTE   | 2 074       | -334        | 1 530       | 1 240       | 950         | 1 022       | 1 086       | 1 012       |
| EPARGNE NETTE   | 1 522       | -905        | 941         | 630         | 319         | 368         | 409         | 542         |
| (CHARGES FCT+RBT DETTE)/PRODUITS DE FCT SEUIL : 1,00                            | 0,83        | 1,11        | 0,88        | 0,92        | 0,96        | 0,96        | 0,95        | 0,94        |
| RIGIDITE : (FRAIS DE PERSONNEL+ANNUITE DETTE)/PRODUITS DE FCT SEUIL : 0,67      | 0,62        | 0,64        | 0,66        | 0,65        | 0,67        | 0,66        | 0,65        | 0,63        |
| TAUX DE CHARGE DE LA DETTE (ANNUITE / PRODUITS DE FCT) : MAX : 10 %             | 9,32        | 13,32       | 14,32       | 11,91       | 13,52       | 11,69       | 9,95        | 7,10        |
| <i>Indicateurs de solvabilité :</i>   |             |             |             |             |             |             |             |             |
| CAPACITE DE DESENDETTEMENT = ENCOURS DETTE / EPARGNE BRUTE SEUIL CIBLE : 10 ANS | 4,5         | nég         | 5,2         | 5,7         | 6,6         | 5,3         | 4,2         | 3,9         |
| TAUX D'ENDETTEMENT = ENCOURS DETTE / PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (SEUIL 0,65)    | 1,06        | 0,99        | 0,99        | 0,88        | 0,76        | 0,66        | 0,55        | 0,46        |

## Les enseignements de la simulation 1 « au Fil de l'Eau »

### Cette simulation « Au fil de l'Eau » est viable

La prospective financière vise à traduire la trajectoire financière de la collectivité.

**Les projections réalisées sont basées sur un volume d'investissement élevés sur les 5 années à venir.**

Cependant, les charges de gestion ne devront pas augmenter en moyenne de + de 2 % par an ;

#### Emprunts

Aucun emprunt nouveau n'est levé et la commune doit poursuivre son désendettement

#### Epargne et solvabilité

L'épargne nette reste positive sur la période d'étude et la solvabilité est correcte (5 ans)

#### Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI)

**Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI)** permet aux collectivités locales et territoriales de planifier leurs investissements sur le long terme

**Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI)** se définit comme un outil de pilotage des collectivités et un instrument de prospective financière. Il formalise les choix d'investissement, décidés à partir de l'étude de la situation financière et des besoins de la collectivité.

**Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI)** dresse la liste de l'ensemble des projets programmés par la collectivité. A chaque projet est associé un financement, ainsi qu'une temporalité. Il permet de programmer un ensemble de projets cohérent sur plusieurs années, dans un contexte budgétaire contraint.

La loi NOTRe du 7 août 2015 impose certaines contraintes relatives à la programmation. Les collectivités doivent intégrer au **Rapport d'orientation budgétaire (ROB)** un volet portant sur les engagements pluriannuels envisagés. Ce volet est souvent présenté et discuté à travers le plan pluriannuel d'investissement.

Sur la période 2023-2026, l'effort d'équipement brut est calibré à 12 M€ (dont les RAR)  
Avec taux de subvention de 50 % **soit un effort d'équipement net de 6 M€**

-

## V. – Analyse de la dette

### Synthèse du portefeuille au 1er janvier 2023

Les principaux enseignements sur la dette du budget Principal au 1er janvier 2023 sont les suivants :

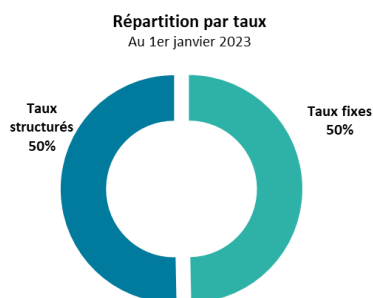
#### 1. Encours de la dette de la commune au 1er janvier 2023 est de 7 285 668 € ;

|                       | Encours au 1 <sup>er</sup> janvier 2023 | Part en %     | Taux actuariel | Durée de vie résiduelle | Nombre de contrats | Classement Gissler |
|-----------------------|---|---------------|----------------|-------------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Taux fixes</b>     | <b>7 285 668</b>                        | <b>100,0%</b> | <b>4,55%</b>   | <b>13 ans et 1 mois</b> | <b>5</b>           | <b>1A / 1E</b>     |
| Taux fixes            | 3 618 697                               | 49,7%         | 5,11%          | 10 ans et 2 mois        | 4                  | 1A                 |
| Taux fixe alternatif* | 3 666 971                               | 50,3%         | 3,99%          | 16 ans                  | 1                  | 1E                 |
| <b>TOTAL</b>          | <b>7 285 668</b>                        | <b>100,0%</b> | <b>4,55%</b>   | <b>13 ans et 1 mois</b> | <b>5</b>           |                    |

### Liste des contrats

| Prêteur         | Index           | Encours      | Montant initial | Date de début | Date de fin |
|-----------------|-----------------|--------------|-----------------|---------------|-------------|
| DEXIA           | FIXE 4.39 %     | 177 246,36   | 1 000 000,00    | 29/06/2005    | 30/06/2025  |
| BDAF-BPCE       | FIXE 5.59 %     | 637 544,04   | 2 062 500,00    | 29/08/2012    | 27/05/2026  |
| DEXIA           | FIXE 4.39 %     | 106 347,80   | 600 000,00      | 29/06/2005    | 30/06/2025  |
| SOCIETE GENERAL | FIXE 4.95 %     | 2 600 000,00 | 5 000 000,00    | 29/12/2010    | 29/12/2035  |
| DEXIA           | TAUX STRUCTURES | 3 525 062,22 | 5 000 000,00    | 01/01/2009    | 31/12/2038  |

L'encours communal affiche un bon niveau de sécurisation avec 49,7% d'encours sur taux fixe pur. Le reste de l'encours est composé d'un contrat à taux structuré représentant **50,3% du portefeuille**.

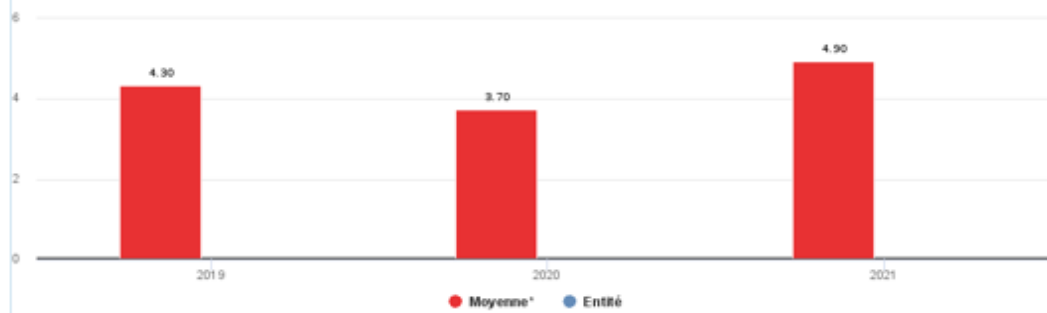




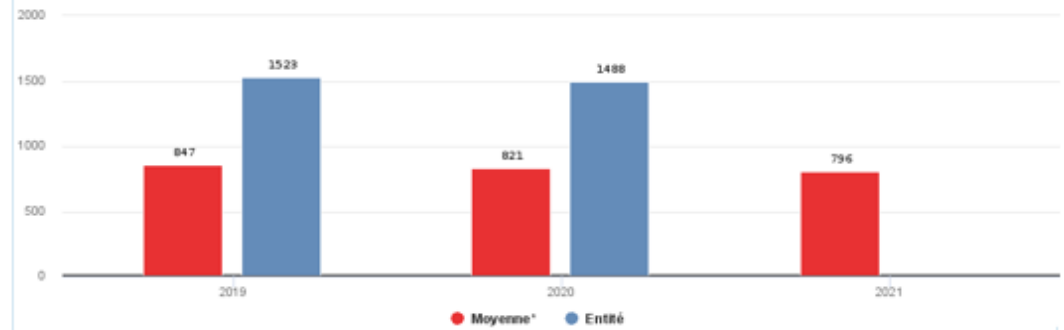
## Ratios financiers - COMMUNE DE BAILLIF

### Ratio de désendettement

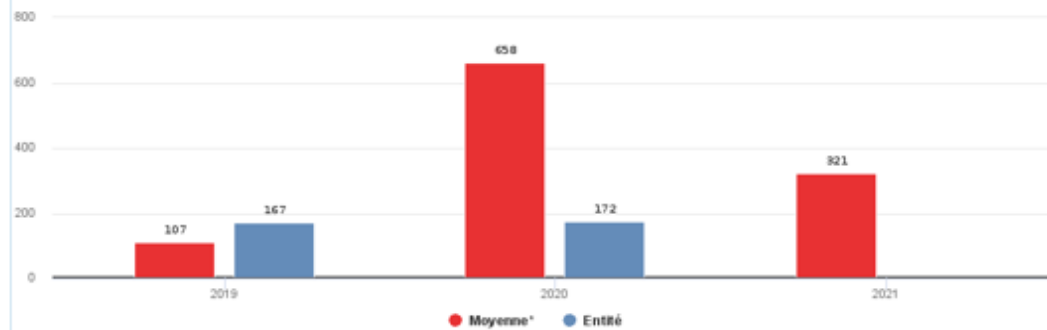
Dettes en fin d'année / épargne brute (en années)



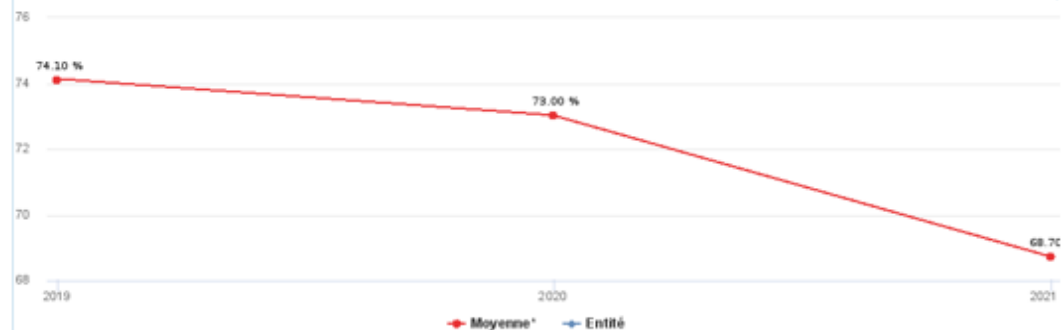
### Encours de dette en euros / habitant



### Annuité en euros / habitant

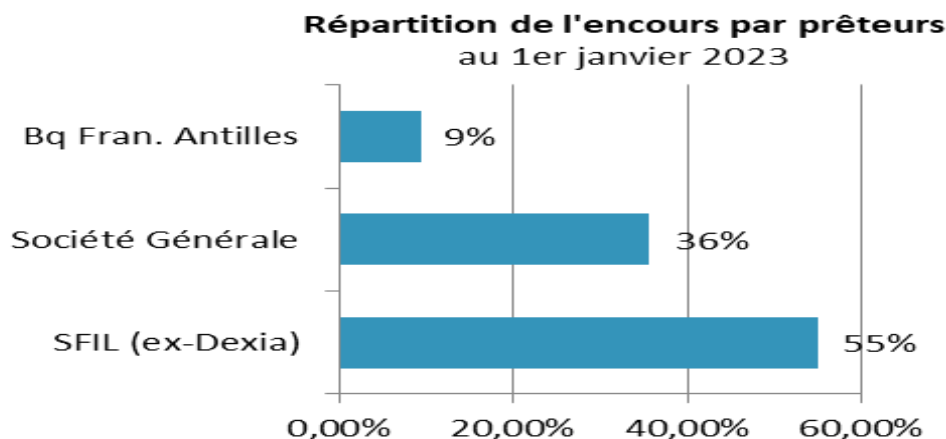


### Encours de dette / Recette de fonctionnement (%)



## 2. Etude du risque de contrepartie

La diversification des prêteurs est une saine méthode de gestion puisqu'elle limite la dépendance de la dette par rapport à chacun de nos partenaires. Ainsi le risque que les difficultés d'un établissement bancaire impactent les capacités de financement de la dette est réduit.



L'encours de dette est réparti entre les trois prêteurs. Depuis de nombreuses années, nous privilégions le partenariat bancaire dans toutes nos consultations bancaires afin de profiter au maximum de la concurrence entre les prêteurs.

Il sera important de privilégier le partenariat bancaire lors des futures consultations afin de profiter au maximum de la concurrence entre prêteurs car nos deux principaux établissements ne se positionnent que très peu sur les consultations.

La poursuite de la communication auprès des différents établissements bancaires présents sur le marché du financement local d'outre-mer ainsi que la consultation de la Banque des Territoires (ex-CDC) sera à envisager. Cette dernière finance notamment des projets spécifiques sur l'outre-mer.

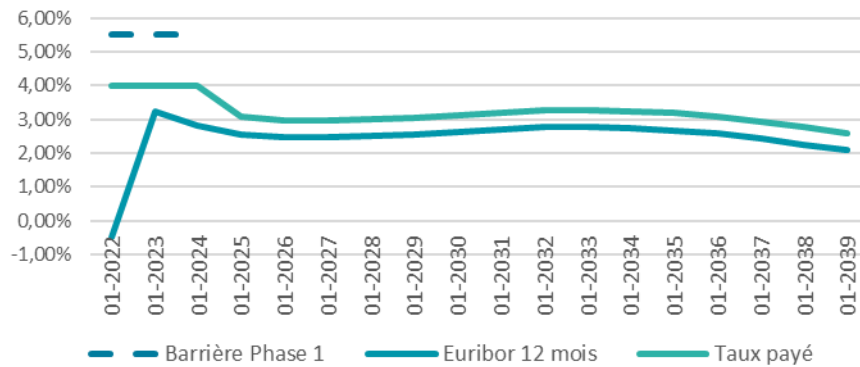
### Position du contrat structuré

Au 1er janvier 2023, la ville détient un tirage sur taux fixe alternatif ayant la structure suivante :

|         | Date de fin | Capital restant dû au<br>01/01/2021 | Montage   | Typologie<br>GISSLER |
|---------|-------------|-------------------------------------|---|----------------------|
| Phase 1 | 01/01/2024  | 3 930 837                           | TFA 4.07% si Euribor 12 mois postfixé <= 5,5%<br>sinon (4,07%+5*(Euribor 12 mois -5,50%)) | 1E                   |
| Phase 2 | 01/01/2039  | 3 376 058                           | Euribor 12 mois +0.50%  | 1A                   |

L'Euribor 12 mois est actuellement à 3,327%, en dessous de la barrière qui est fixée à 5,50%. La zone de risque reste donc à ce jour éloignée. Cette situation permet de payer le taux fixe « bonifié » et les marchés n'anticipent pas de franchissement de la barrière sur la durée restante de la phase 1 (soit une année).

Position du contrat au 23 janvier 2023



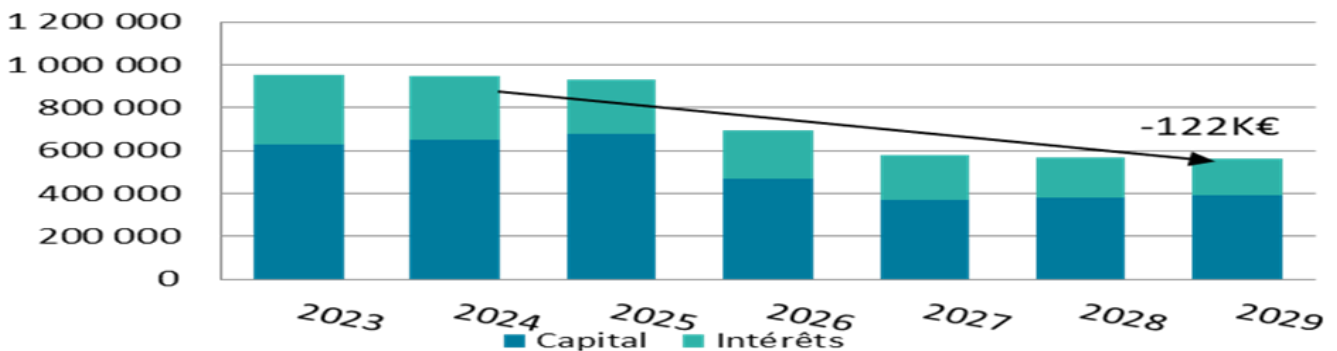
Dans la configuration actuelle, le marché interbancaire de la zone euro présente des perspectives de hausse des taux monétaires mais l’Euribor 12 mois resterait en dessous de la barrière des 5,5%. La ville devrait donc, à partir de l’échéance 2025, profiter d’une baisse de ses frais financiers, lui permettant ainsi de dégager des marges de manœuvre sur sa section de fonctionnement.

### Analyse des annuités de remboursement de la dette

|                      | 2023    | 2024    | 2025    | 2026    | 2027    | 2028    | 2029    |
|----------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| <b>Amortissement</b> | 630 837 | 653 061 | 676 443 | 470 000 | 372 491 | 381 115 | 390 171 |
| <b>Intérêts</b>      | 324 273 | 293 714 | 254 925 | 223 828 | 205 261 | 188 810 | 171 877 |
| <b>Annuités</b>      | 955 110 | 946 775 | 931 368 | 693 828 | 577 752 | 569 925 | 562 048 |

L’étude du montant des annuités de la dette permet d’observer l’impact du remboursement sur notre capacité financière et nos marges de manœuvre budgétaires futures.

### Remboursement de la dette



La baisse du poste des frais financiers de **122 K€ entre 2024 et 2029** (hors emprunts nouveaux et hors variation de taux) devrait permettre à la commune de dégager des marges de manœuvre budgétaires sur la section de fonctionnement.

## VI. – Les priorités d’actions de la Ville

**La Ville de Baillif continue de se transformer.** Elle poursuit les actions arrêtées dans le cadre du **projet de mandat pour accroître l’attractivité du territoire et améliorer le cadre de vie, assurer la réussite éducative et la solidarité entre les générations, valoriser la richesse patrimoniale et sportive**, ainsi que pour améliorer **la sécurité du territoire et moderniser l’administration communale** notamment. Ces actions seront déclinées dans le budget primitif 2023.






### **BAILLIF, une ville durable en travaux**

Les actions engagées les années précédentes seront poursuivies notamment en faveur **des énergies renouvelables, des chantiers de rénovation de mises aux normes des bâtiments, de la rénovation de la voirie communale :**

#### **1. Les chantiers communaux en phase travaux**

##### **a. La rénovation du Centre d’hébergement de Saint-Louis et équipement**

En 2023 », il s’agit de poursuivre **les travaux de rénovation du centre d’hébergement de Saint-Louis.**

-  6 bungalows,
-  1 cuisine aux normes avec chambre froide associée à un réfectoire
-  1 buanderie avec 3 chambres animateurs
-  1 infirmerie avec 2 chambres animateurs et 1 local de rangement
-  1 salle de réunion associée à 1 salle informatique

Le chantier est avancé. Il reste à finir la plomberie, l’électricité et les VRD (Voirie et Réseau Divers). L’assainissement n’a pas encore débuté. Il sera réalisé durant l’année 2023. A la fin des travaux, il sera procédé à l’acquisition du mobilier et des équipements nécessaires.

Les travaux s’élèvent aujourd’hui à **1 772 619,00 €**.



### b. La rénovation de la mairie de Baillif Annexe Ali Tur et Equipement

Les travaux de rénovation de l'ancienne mairie ont repris. Ils ont donné lieu à une réactualisation des prix par les prestataires. Aujourd'hui, ce chantier s'élève à **1 305 712,57 €**. Ils devraient s'achever en juin 2023.



A la suite des travaux, **le bâtiment sera équipé du mobilier adapté** aux divers services qui y demeureront.

### c. Aménagement des abords de la mairie

Pour mettre en valeur le patrimoine urbain, architectural et paysager, ainsi que pour améliorer le cadre de vie du bourg, la collectivité a décidé de procéder à **des travaux d'Aménagement de l'esplanade devant la mairie, à la réfection des routes et des trottoirs autour de la mairie, à la rénovation du Monument aux Morts, à l'aménagement de la placette à côté de la mairie, la mise en sécurité du Calvaire et à la construction de la passerelle à la place de l'embouchure notamment.**







#### d. La rénovation du stade municipal

Le chantier de rénovation du stade municipal, est composé de 3 parties :

- **La rénovation des vestiaires**
- **La rénovation de la tribune**
- **Le redimensionnement et l'éclairage du terrain pour un passage en E4**

Les travaux des vestiaires touchent à leur fin

S'agissant de la rénovation de la tribune, elle a dû s'arrêter car lors de l'opération de démolition des bétons superficiels de l'escalier et des gradins, nous avons constaté une faible épaisseur de la dalle non conforme.

A ce titre, nous avons commandé **un diagnostic des bétons** de l'ensemble des gradins. Après analyse des résultats, l'ingénieur béton nous a recommandé de réaliser **un renforcement aux plaques de carbone en dessous des gradins**.

Pour le redimensionnement de l'éclairage de nouvelles études ont été réalisées, notamment pour le dimensionnement des mâts. Un dossier de demande d'autorisation a été transmis aux services de l'aviation civile car au vu de la longueur des mâts, ils pénètrent dans la servitude de la piste d'atterrissage de l'aérodrome.

Le projet aujourd'hui évalué à **1 200 602,51 €** devraient couvrir à terme près de **1700 000 €**.



### e. La voirie communale

Il s'agit de la réfection et mise en sécurité de la voirie communale qui se poursuit avec la réalisation de la route de Mont d'Or, **phase 1 et 2**, celle de la route de **Bois Rimbault, de Common, de Fond Rivon, de la Madeleine, de la brigade (Cadet)** ainsi que la **phase 3 de Clairefontaine**.

### f. Transition écologique



Le renouvellement du parc automobile se poursuit avec l'acquisition des véhicules plus respectueux de l'environnement

### g. Toiture de la cuisine centrale

La toiture de la cuisine centrale sera réceptionnée en mars 2023.

### h. Les travaux liés au passage de la tempête FIONA

L'année 2022 a été marquée par la tempête Fiona dans la soirée du 16 et la matinée du samedi 17 septembre.

Le passage de la tempête Fiona a fortement endommagé le réseau routier de la commune, des ouvrages hydrauliques (ponts, ponceau, gué) constituant un risque pour les véhicules et les piétons empruntant ces différentes routes.

C'est ainsi que des travaux de déblaiement, de sécurisation et de réfection de la voirie sont à réaliser pour les voiries et ponts.

La commune a subi plusieurs dommages, à l'instar des glissements de terrain, de bitume endommagé, de dégradation de plusieurs ouvrages d'art et autres. L'estimation de l'ensemble des dégradations s'élève à plus de **3 millions d'euros**.

Des travaux financés par le **FSOM (Fonds de Secours Outremer)** ont débuté dès 2022 et se poursuivent en 2023.

Il est question notamment de :

- **La Toiture de la MTC2S**

La toiture de la MTC2S sera réceptionnée en mars 2023.

**Une étude permettra d'élaborer un projet de centrale photovoltaïque pour le bâtiment de la MTC2S.**

- **La Toiture de l'école Gratien Candace**
- **Le pont de Saint-Michel**

Il sera procédé à des travaux de confortement du pont.

- **L'éclairage public**

Des lampes ont été remplacées en début 2023. L'opération continue.

## 2. Les chantiers communaux en phase étude

### a. Développer l'installation de panneaux photovoltaïques : Le bail emphytéotique pour location de toitures communales

En novembre 2019, la Mairie de Baillif a initié un projet de **location des toitures de 8 bâtiments publics**. L'objectif étant de permettre à un investisseur, d'y construire puis d'y exploiter une **centrale photovoltaïque** par un bail emphytéotique de 20 ans.

Les bâtiments concernés sont :

- ✚ La Mairie
- ✚ Le stade
- ✚ L'école élémentaire Gratien CANDACE
- ✚ La crèche municipale « Ti Kanelle »
- ✚ L'école maternelle « Les Colibris »
- ✚ L'école primaire « Joseph BOLOGNE »
- ✚ Le Foyer Karata
- ✚ Le Centre Technique Municipal

### b. Le renforcement parasismique et la rénovation globale de l'école maternelle « Les Colibris » du bourg

En 2022, il s'agissait de continuer les **études relatives au renforcement parasismique de l'école maternelle du bourg** en y intégrant **une opération de rénovation globale du bâti**.

Il s'agira d'arriver à la Phase DCE (dossier de consultation des entreprises) avec la publication, l'analyse des marchés et leur attribution, parallèlement à l'obtention des subventions nécessaires aux travaux.

### c. La construction d'une plateforme d'échanges et de commerce

En 2022, le maître d'œuvre a procédé au dépôt du permis de construire. Un diagnostic énergétique est également en cours pour faire de ce site, un exemple d'autoconsommation.

Il s'agira d'arriver à la Phase DCE (dossier de consultation des entreprises) avec la publication, l'analyse des marchés et leur attribution, parallèlement à l'obtention des subventions nécessaires aux travaux.



#### **d. Toiture du CCAS**

La toiture du CCAS sera rénovée à la fin du premier semestre 2023.

#### **e. Rénovation du CCAS**

Un maître d'œuvre sera choisi après consultation au deuxième semestre 2023 pour procéder à l'étude de rénovation globale du CCAS.

#### **f. Valorisation de sites touristiques et patrimoniaux : la Tour du Père Labat, le Gros François et les Roches Gravées du Plessis, phase 1**

Le DCE (dossier de consultation des entreprises) a été rédigé. Le marché sera publié en mars/avril 2023 et les travaux d'aménagement débuteront après l'obtention des fonds sollicités au dernier trimestre 2023

#### **g. Travaux urgents de l'ossuaire et du terrain commun**

L'ossuaire du cimetière est inutilisable depuis sa réception avant 2014. Il est indispensable de procéder à des travaux pour permettre sa mise en service et récupérer de l'espace dans le terrain commun désormais saturé.

Il convient dans l'urgence, pour répondre aux exigences légales de créer également de nouveaux emplacements en terrain commun.

L'étude de l'ossuaire est réalisée. Il convient de procéder aux travaux dès la fin du deuxième trimestre 2023.

#### **h. Extension du cimetière de Bois-Rimbault**

Le cimetière est désormais saturé au niveau du terrain commun tandis que l'ensemble des concessions disponibles ont été vendues. Il est nécessaire de procéder à **une étude d'extension** puis à la recherche d'un maître d'œuvre pour réaliser au deuxième semestre de l'année 2023 les missions de l'esquisse.

Le marché de maîtrise d'œuvre sera publié au troisième semestre 2023.

#### **i. Maîtrise d'œuvre pour la réfection du terrain multisports du bourg et des vestiaires**

Un marché de maîtrise d'œuvre sera lancé au troisième trimestre 2023 et les premières études réalisées à la fin de l'année 2023.

#### **j. Maîtrise d'œuvre pour la rénovation de la maison du gardien à Saint-Louis**

Un marché de maîtrise d'œuvre sera lancé au troisième trimestre 2023 et les premières études réalisées à la fin de l'année 2023.

### 3. Les chantiers sur le territoire communal portés par d'autres maîtres d'ouvrage

Les chantiers sur le territoire communal dont la maîtrise d'ouvrage n'est pas assurée par la commune.

#### a. L'aménagement de la place de l'embouchure



Fruit d'un partenariat tripartite entre l'Agence des 50 pas géométriques, le Conseil Départemental et la commune de Baillif, les travaux de l'aménagement de la place de l'embouchure ont commencé en 2021 avec la réalisation de l'enrochement sur la rive gauche de la berge de la rivière.

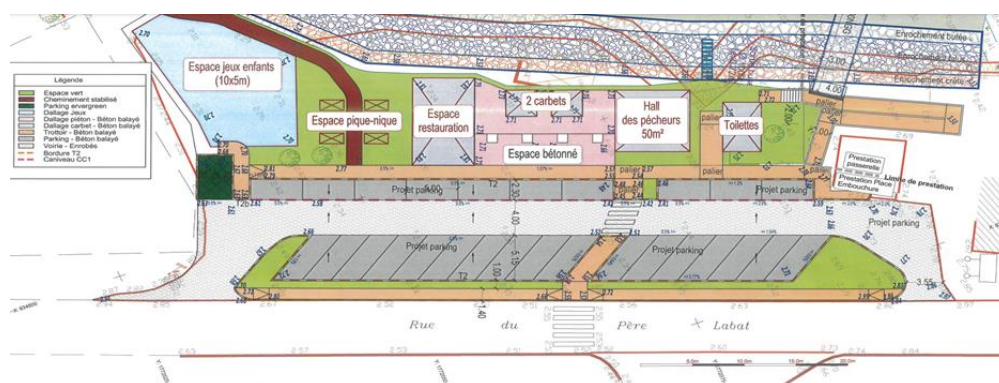
En 2022, l'enrochement a été réalisé par la société ETPL et l'aménagement a débuté avec la société GTP. Malheureusement en août 2022, le littoral de la commune de Baillif a été endommagé à l'issue du passage de la tempête Fiona. Ainsi :

- Une partie de l'enrochement fut détériorée,
- Les dalles mises en place pour accueillir les superstructures ont été dégradées (carbets, aire de jeux...)
- Le site fut enseveli, obstruant l'ensemble des réseaux.

Désormais en 2023, il s'agit de :

- Remettre en place le linéaire d'enrochement détérioré
- Nettoyer le site, finir le chantier

- Construire la passerelle



#### b. La construction de l'école élémentaire du bourg



REACT-EU

En 2022, la collectivité a signé une convention avec le Conseil Régional pour la Démolition et la reconstruction d'une école parasismique dans le Bourg de Baillif, pour un montant

de 4 915 000 € HT. La finalisation des travaux de l'école est prévue pour la rentrée 2023.



### c. La construction d'un city stade à Saint-Dominique

Le Conseil Régional dans le cadre du **Programme Européen REACT EU**, entreprend de construire à la cité Saint-Dominique un terrain multisport : City Stade pour permettre **les activités sportives de proximité** telles de football, le basket-ball, le handball.

**La convention a été signée et nous sommes en attente du démarrage des travaux**



### d. Construction de la déchèterie et du quai de transfert

**Par maîtrise d'ouvrage déléguée** pour le compte de la communauté d'agglomération du sud Caraïbe, le Conseil Régional a entrepris sur le site de l'ancienne décharge réhabilitée de Baillif, **la construction d'une déchèterie associée à un quai de transfert et un espace donnerie.**



### e. Déploiement de la fibre optique

En 2021, le Conseil Régional a entrepris des travaux pour le **déploiement de la fibre optique** sur le territoire de Baillif. Ainsi, le groupe Guadeloupe Digital a obtenu la DSP (délégation de service public), pour le déploiement sur Baillif. A ce titre, divers équipements techniques doivent

être installés sur le territoire. Soit :

- 10 armoires, servant de Point de mutualisation **(PM)** du signal de la Fibre Optique vers les foyers communaux,
- Un local technique appelé Nœud de Raccordement Optique **(NRO)**, hébergeant des armoires et servant de centrale qui diffuse le signal de la fibre optique aux PM,
- Des conduites souterraines permettant le transport de la fibre optique aux logements
- **Végétalisation des parterres** aux abords de la mairie et renforcement de la qualité paysagère de l'entrée de ville.
- **Végétalisation des cours des écoles**
- **Acquisition foncière**

### BAILLIF, une ville qui valorise et accompagne la jeunesse

La Ville confirme son engagement dans le développement des services à la population, la poursuite des actions en faveur de l'enfance et de la jeunesse.

Les actions menées confirment la volonté **de développer le sport de proximité** en offrant des équipements pour Tous.

Les événements sportifs et culturels, sont autant d'éléments qui contribuent à faire rayonner la ville.

Une attention particulière sera accordée au renforcement des actions en faveur de la jeunesse. Nous pouvons citer précisément :

- **Le recrutement de 12 jeunes pour une mission service civique au sein des service de la commune**

C'est un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme, étendu jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap.

Les jeunes bénéficient également d'une formation aux premiers secours durant leur période d'engagement, d'une formation civique et citoyenne et pour ceux affectés au CCAS, d'une formation d'animateur de club COUP DE POUCE.

Tout au long de leur mission, ces jeunes sont accompagnés par des tuteurs, agents de la commune.

- **Le recours à l'alternance, à l'apprentissage et au contrat aidé**
- **L'action job vacances**

Durant les vacances scolaires de juillet et août 2023, des jeunes étudiants issus des quartiers prioritaires de Baillif bénéficieront d'une expérience professionnelle au sein des différents services de la mairie, du CCAS de la commune.

Les jeunes sont accueillis et encadrés par des tuteurs, agents de la commune.

Ainsi à travers ce projet il s'agit de **valoriser des jeunes** souvent inactifs durant cette période estivale de l'année tout en leur faisant découvrir la mission de service public et les différentes valeurs citoyennes : **civilité, civisme, tolérance, solidarité**.

Sur le plan éducatif, pour les scolaires, la commune mettra en œuvre en 2023 **son projet éducatif territorial (PEDT)**.

- **Le Projet éducatif territorial (PEDT)**

**Le projet éducatif territorial (PEDT)**, mentionné à l'article D. 521-12 du code de l'éducation, formalise une démarche permettant aux collectivités territoriales volontaires de proposer à chaque enfant **un parcours éducatif cohérent et de qualité** avant, pendant et après l'école, organisant ainsi, dans le respect des compétences de chacun, la complémentarité des temps éducatifs.

Ce projet relève, à l'initiative de la collectivité territoriale compétente, d'une démarche partenariale avec les services de l'État concernés et l'ensemble des acteurs éducatifs locaux.

- **La mise en place du portail Familles**

Les familles baillifiennes bénéficieront de **services en ligne** pour gérer les activités scolaires et périscolaires de leurs enfants en maternelle et élémentaire. Simple, souple et personnalisé, le "Portail Familles" facilitera la vie des parents.

- **La mise en place du dispositif : Petit déjeuner à l'école**

D'après le Plan national nutrition-santé, le petit déjeuner est un repas à part entière et doit représenter entre 20 et 25% des apports énergétiques sur l'ensemble d'une journée.

Ce dispositif doit participer à **la réduction des inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée, indispensable à une concentration et une disponibilité aux apprentissages scolaires**.

Ces petits déjeuners doivent répondre à un cahier des charges précis :

- Ils doivent être équilibrés et de qualité ;
- Ils sont servis dans le respect des règles de sécurité et d'hygiène alimentaire ;
- Ils sont ouverts à tous les enfants ;
- Ils sont accompagnés d'une action d'éducation à l'alimentation et d'une sensibilisation des parents au rôle du petit déjeuner.

- **La mise en place du dispositif d'un fruit à l'école**

Un fruit ou un verre de lait comme collation à l'école. Le programme européen « Fruits, légumes et produits laitiers à l'école » s'y engage avec nous !

Ce programme favorise **la distribution gratuite de fruits, légumes et/ou produits laitiers frais**

aux élèves des écoles de Baillif.

L'objectif : Soutenir les bonnes habitudes, et une alimentation saine et durable pour les plus jeunes d'entre nous !

### Baillif, un territoire labellisé « Cité Educative »

Les communes de BAILLIF, BASSE-TERRE et CAPESTERRE-BELLE-EAU ont été retenues par l'Etat pour faire partie **d'une grande alliance éducative** : la Cité Educative du Sud Basse-Terre.

Les Cités éducatives sont un dispositif né à partir d'initiatives menées sur le terrain par les élus locaux, les services de l'État et les associations. Elles visent à intensifier les prises en charges éducatives des enfants de 0 à 25 ans, avant, pendant, autour et après le cadre scolaire.

La Cité éducative s'articule autour de trois axes prioritaires :

- ✓ **Axe 1 : conforter le rôle de l'école** (structurer les réseaux éducatifs, prise en charge précoce, développer l'innovation pédagogique, renforcer l'attractivité des établissements, encourager l'ambition scolaire...);
- ✓ **Axe 2 : promouvoir la continuité éducative** (encourager la coopération avec les parents, prises en charge éducatives prolongées et coordonnées, prévention santé, lutte contre le décrochage scolaire, éducation artistique et culturelle, développement de la pratique sportive et des activités de bien-être corporel, diffusion de la culture scientifique et technique...)
- ✓ **Axe 3 : ouvrir le champ des possibles** (insertion professionnelle et découverte des métiers, mobilité, engagement citoyen, numérique, lutte contre les discriminations...).

La Cité éducative du sud Basse-Terre est la deuxième de Guadeloupe, puisqu'il en existe déjà une sur les communes des Aymes et Pointe-à-Pitre autour du collège Nestor de Kermadec.

L'équipe de coordination de notre cité éducative met tout en œuvre pour lancer des opérations telles que :

- **Développement d'une stratégie éducative ambitieuse et innovante pour la prise de tous les enfants issus des quartiers prioritaires**
- **Labellisation de l'école Joseph BOLOGNE avec un projet d'initiation à la pratique du violon pour le cycle CP/CE1/CE2**
- **Participation des élèves à des manifestations communales (concours de poésies, festival de théâtre)**
- **Organisation des rencontres sportives « Mini Olympiade Cycle 1 » de la cité éducative**
- **Encouragement d'initiative autour de la persévérance scolaire**
- **Accompagner les parents pour favoriser la continuité éducative**

Ce programme a pour but d'impliquer, de valoriser les enfants en développant leurs compétences pour **favoriser l'estime de soi, et de replacer les parents dans leur rôle de premier éducateur.**

Il vise également à accroître leur implication dans **les relations parents-enfants-écoles.**

Le PRE (programme de réussite éducative) intègre l'ensemble des actions **politique de la ville** dans le domaine éducatif. Il est porté par le CCAS et détaillé dans le ROB de cette structure.

**Baillif, une ville où la culture est vectrice d'attractivité**  
**« Pour que l'art se partage, il doit aller à la rencontre des publics, se démultiplier dans la ville et ses quartiers »**

Enrichir la réflexion pour le développement d'une Politique Culturelle Durable et rendre tous les quartiers et tous les habitants acteurs des événements culturels : c'est la volonté affichée par la Ville de Baillif pour faire vivre l'offre culturelle et privilégier la découverte de la pluralité des gestes artistiques hors les murs.

Les projets mis en œuvre sont maintenus et enrichis dans le cadre d'une programmation qui concerne désormais tout le territoire communal. Pour exemple cette programmation envisage la réalisation des événements suivants :

- **Sur le chemin de la mémoire**
- **Actions culturelles** (exposition, veillée culturelle, art défi, ateliers artistiques diverses)
- **Exo biblio des histoires qui font peur**
- Poursuivre la mise en valeur **des sites patrimoniaux** pour accroître le rayonnement de la ville
- Réfléchir et organiser **l'aménagement sportif global**
- Mettre en place un comité de suivi pour un projet culturel

**BAILLIF, une ville solidaire et sûre**  
**Agir pour la cohésion sociale, la proximité et la sécurité du citoyen**

Dans le contexte inflationniste, de crise sanitaire et économique, et au vu de ses conséquences sociales, l'engagement de la Ville en matière de Solidarité et de Proximité demeure essentiel.

Les actions de la Ville dans le cadre de la **politique de la ville**, conjuguées à celles du Centre Communal d'Action Sociale, veillent à répondre aux besoins des habitants et notamment dans les domaines importants **de l'action sociale, de l'éducation et de la cohésion sociale.**

Le Centre Communal d'Action Sociale (**C.C.A.S**) poursuivra avec le **programme de réussite éducative (PRE)** l'adaptation de ses interventions sociales auprès des personnes en situation de précarité.

Il poursuivra le développement d'une démarche de proximité, en allant sur le terrain à la rencontre des usagers **qui ne poussent pas la porte du C.C.A.S via le bus France Service notamment**. Les orientations du CCAS sont précisés plus particulièrement dans leurs propres ROB.

L'organisation de l'animation de la vie sociale sera actualisée pour une meilleure couverture du territoire, **en veillant à la coordination des structures qui la portent avec des actions favorisant le Vivre Ensemble**.

Dans le cadre de la politique de la ville la vie associative est encouragée, valorisée et soutenue notamment par :

- Le développement de la citoyenneté et d'une démocratie participative
- La Création d'un réseau de communication
- Par la réalisation d'un agenda des associations actives
- La journée des voisins - les jardins partagés

Afin de faciliter la cohésion sociale, il est indispensable de faire de Baillif une ville sûre et sécurisée.

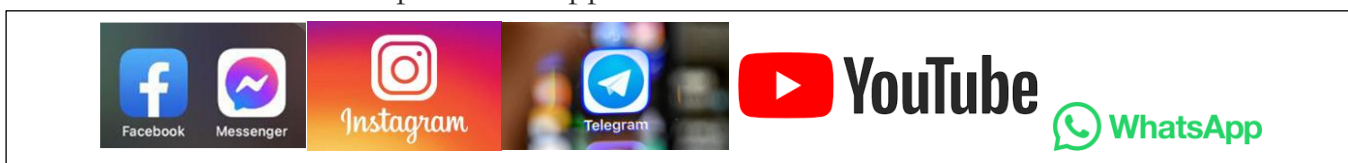
### **BAILLIF, une ville participative, communicante et connectée**

La commune souhaite renforcer l'information aux habitants, leur implication au sein des politiques publiques.

Il s'agit de faire une place aux citoyens au sein de l'action publique, de rendre **l'administration publique plus transparente et inclusive**. Pour cela la ville envisage d'utiliser des outils et des moyens de communication de participation citoyenne.

- **L'accompagnement de la transformation du service public dans son volet e-administration**
  - Suite de la conception, mise en service et animation du Site Internet
  - Accompagnement de la population à la maîtrise de **l'outil numérique** grâce au **conseiller numérique recruté**.
  - Organisation de consultations digitalisées avec la population
- **La conception et diffusion des supports d'information :**
  - Réalisation des **Bulletins Municipaux**
  - Réalisation de **Signalétiques pour les bâtiments communaux**

- Réalisation de **Signalétiques pour les services communaux**
- **La mise en œuvre d'une communication de proximité notamment à travers les réseaux sociaux :**
  - Convention de partenariat avec des prestataires pour assurer une Couverture Médiatique
  - Animation des comptes officiels Facebook, Messenger, Instagram et YouTube de la Ville de Baillif
  - Création d'un compte Telegram
  - Création d'un compte WhatsApp



- **L'accompagnement des Services dans la mise en forme et diffusion de leurs événements**
  - Diffusion de communiqués et spots
  - Réalisation et impression de Flyers

### Une administration qui continue à se moderniser avec des outils digitaux

En 2023 la **digitalisation de l'administration** se poursuit avec notamment :

- **Dématérialisation de la transmission des actes**

Le dispositif « **@CTES** » (**Aide au Contrôle de légalité dématérialisé**) permet la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité.

La transmission des actes par voie électronique sécurisée est désormais un dispositif essentiel qui permet également de rationaliser l'organisation du service, garantissant ainsi une plus grande efficacité de l'administration.

- **Dématérialisation des demandes d'autorisations d'urbanisme :**

L'article 62 de la loi pour l'Evolution du Logement de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) fixe une obligation de dématérialisation des demandes d'autorisations d'urbanisme pour toutes les communes de plus de 3500 habitants. Il est désormais possible pour les bailliffiens d'effectuer et de suivre leurs demandes d'urbanisme sur le **Guichet Numérique d'Autorisation d'Urbanisme (GNAU)**.

- **Renforcer la sécurité des données : Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)**

- Mise en place du dispositif de la Déléguée aux Protection des Données (DPD)
- Sensibiliser les agents à la gestion et protection des données



- Sensibiliser les agents à la cybersécurité
  - Faciliter la protection des informations importantes, quelles que soient leur provenance et destination, et permettre aux données, organismes et collaborateurs des administrations publiques de se conformer à la réglementation grâce à des logiciels de collaboration et à des outils numériques efficaces.
  - Renforcer le serveur
- **Déployer de nouveaux logiciels métier**
    - Déploiement de la **gestion électronique du courrier (GED)**, d'un nouveau logiciel courrier.
    - Archivage numérique
    - Parapheur numérique
    - Bibliothèque numérique
    - Dématérialisation du bulletin de paie
  - **Un renforcement des compétences numérique des agents**
  - **La mise en place du portail Familles**



Le Portail famille en ligne



### Identification famille

Code famille

Mot de passe

Connexion

Pour toute difficulté à la connexion cliquez ici

**Des démarches en ligne qui facilitent la vie !**

Cette nouvelle plateforme en ligne permet de pré-inscrire vos enfants aux services de restauration scolaire et de garderie et d'en effectuer le paiement. Mais aussi d'informer les parents sur ces divers services.

Ce service disponible 24h/24 et 7/7 vous donne la possibilité d'effectuer vos démarches au moment et au lieu qui vous conviennent mieux.

|  |  |  |
|--|--|--|
| <p><b>Gestion de la famille</b></p> <p><small>Composition de la famille<br/>Modification des coordonnées<br/>Modification de l'adresse postale<br/>Calcul du quotient familial</small></p> | <p><b>Mes Factures</b></p> <p><small>Consulter mes factures<br/>Je paie mes factures de garderie<br/>Je paie mes factures de restauration scolaire</small></p> | <p><b>Mes pré-inscriptions</b></p> <p><small>Je pré-inscris mon enfant à l'école publique<br/>Je pré-inscris mon enfant à la garderie<br/>Je pré-inscris mon enfant à la restauration scolaire</small></p> |
| <p><b>Nos écoles</b></p> <p><small>Informations sur les écoles<br/>Calendrier des vacances scolaires</small></p>   | <p><b>Restauration</b></p> <p><small>Menus mensuels de la restauration scolaire<br/>Tarifs de la restauration scolaire</small></p>                             | <p><b>Garderie</b></p> <p><small>Horaires de la garderie<br/>Tarifs de la garderie</small></p>   |

**CONSEILLER NUMÉRIQUE France services**

COMMUNE DE AILLIF

**Maelys CURIER**  
Conseillère numérique France Services à Baillif

Ville de baillif

ville\_de\_baillif

<https://ville-baillif.fr/>

Mairie de Baillif  
Rue des ancienne écoles  
97123 Baillif

Si vous rencontrez tout de même des difficultés dans la navigation de ce portail n'hésitez pas à contacter notre conseillère numérique

## Une ville, sécuritaire et préventive

La ville continue à mettre en place des actions :

- De prévention, de protection et de sauvegarde mises en œuvre,
- Les moyens d'alerte de la population ;
- les consignes de sécurité à suivre pour permettre à chacun de réagir de la manière la plus appropriée en cas d'évènement.

Pour mieux anticiper d'éventuels aléas, la Ville de Baillif a recensé les principaux risques possibles sur son territoire et ses moyens d'intervention en cas d'incident



Les risques climatiques



Les risques technologiques



Les risques naturels



Les autres risques

### La Ville de Baillif s'organise

Depuis plusieurs années déjà, la Municipalité renforce ses capacités à gérer les risques et s'implique chaque jour davantage, dans les dispositifs de prévention.

A Baillif, un service municipal, celui de la Réglementation, est tout particulièrement chargé de coordonner l'ensemble des actions de prévention des risques.

Pour se préparer au mieux à de telles situations, la ville de **Baillif devra acquérir d'autres équipements** pour prévoir l'organisation nécessaire :

- Alerter et des consignes de sécurité,
- Recenser les moyens disponibles,
- Établir une analyse des risques à l'échelle de la commune
- Détailler les mesures d'accompagnement et de soutien de la population (hébergement, ravitaillement, transport...)



## VII.- La trajectoire budgétaire de la ville de 2022-2023

---

Tenter de définir la trajectoire budgétaire d'une collectivité sur le moyen terme est un exercice périlleux car comportant traditionnellement de nombreux aléas.

**Outre notre réactivité face à la crise sanitaire nous nous sommes attachés dès notre arrivée à respecter nos engagements de campagne.**

Ces données présentées au stade du Rapport d'Orientations Budgétaires seront affinées et consolidées dans la perspective du vote du **budget primitif 2023**.

Dans la continuité des objectifs de pilotage présentés au moment du DOB 2023, il est confirmé que les prochains budgets s'inscriront dans les orientations suivantes :

### 1. Le budget de fonctionnement 2023

La constitution du budget primitif 2023 en matière de fonctionnement se fera sur la même base que le budget de 2022 en identifiant davantage toutes les économies possibles.

#### a. Les orientations 2023 des recettes de fonctionnement

##### Stabilité de la fiscalité directe locale

- **Une optimisation des recettes** avec une attention particulière à l'évolution des bases fiscales, **la recherche de partenariats et le renforcement de l'attractivité** ;
- **La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)**

Les montants individuels de dotation forfaitaire versés en 2023 évolueront uniquement en fonction de la variation de la population DGF des communes entre 2022 et 2023

Une prévision en baisse de la dotation forfaitaire estimée en 2023

| Année        | Montant            |
|--------------|--------------------|
| 2021         | 598 495 €          |
| 2022         | 579 109 €          |
| <b>Total</b> | <b>1 177 604 €</b> |

▪ **La Dotation d'aménagement et dotation de péréquation (DACOM)**

La dotation d'aménagement des communes d'outre-mer comprend :

**Une enveloppe destinée aux communes des départements d'outre-mer**, égale à compter de 2023 à 65 % du montant des deux sous-enveloppes versées en 2019 à ces communes en application du quatrième alinéa de l'article L. 2334-13 dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020.

Ces deux sous-enveloppes sont réparties entre les départements d'outre-mer **au prorata de leur population**, telle que définie à l'article L. 2334-2, puis entre les communes dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

**Une deuxième enveloppe : La dotation de péréquation des communes des départements d'outre-mer** correspond à la différence entre la quote-part mentionnée au I et la dotation d'aménagement versée aux communes d'outre-mer en application du II

Chaque commune des départements d'outre-mer perçoit une attribution au titre de la dotation de péréquation mentionnée au III de l'article L. 2334-23-1 calculée en fonction **de sa population**

| Année        | Montant            |
|--------------|--------------------|
| 2021         | 561 753 €          |
| 2022         | 564 119 €          |
| <b>Total</b> | <b>1 125 872 €</b> |

▪ **Le recouvrement des créances**

En 2023, la politique de recouvrement des créances sera poursuivie

**b. Les orientations 2023 des dépenses de fonctionnement**

**La commune continuera à poursuivre ses efforts de réduction des dépenses de fonctionnement afin d'atteindre les objectifs fixés :**

**Les orientations majeures sont les suivantes :**

- **Une maîtrise des dépenses** basée notamment sur des économies d'énergie, une stratégie patrimoniale et une politique d'achat pro actives (énergie, matériel, fournitures), avec la recherche d'un objectif d'évolution moyenne des dépenses courantes de fonctionnement à périmètre constant ne dépassant pas +1,5% ;

- **Les autres charges de gestion courante** composées essentiellement de subventions versées au fonctionnement du CCAS, des écoles, de la crèche, sont étendues cette année aux associations.

- **Poursuivre la maîtrise des dépenses de fonctionnement**

Plusieurs facteurs d'évolution des dépenses sont déjà connus ou peuvent être anticipés, notamment en matière de **dépenses de personnel** qui intègrent **plusieurs décisions gouvernementales**

➤ **Des charges générales de fonctionnement contenues mais en augmentation globale**

Les charges générales regroupent les dépenses nécessaires au bon fonctionnement de la collectivité : achats de consommables, entretien des bâtiments communaux, du matériel municipal et des espaces publics, consommations diverses (fluides, fournitures, etc..) ainsi que les locations et les assurances.

Ces dépenses seront rationalisées et contenues grâce notamment à la poursuite de réalisation des Marchés Publics, l'optimisation de la Gestion des Stocks et la mise en place progressive d'une fonction Achat.

➤ **Les dépenses de personnel rationalisées**

Les dépenses de personnel représentant 63,38 % des dépenses de fonctionnement soit **4 283 625 €** en 2022.

Plusieurs mesures salariales et sociales prévues en 2023 tendent à augmenter la masse salariale. Il s'agit de :

- l'augmentation des points d'indice
- l'avancement de grade
- l'effet mécanique du Glissement Vieillesse Technicité, GVT (hausse du SMIC, avancement d'échelon, avancement de grade)
- la reconduction de la Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat (GIPA),
- la revalorisation du taux de contribution employeur à la C.N.R.A.C.L, à l'IRCANTEC...

**Cependant, la maîtrise de l'évolution de la Masse Salariale est une condition indispensable à l'équilibre budgétaire.**

➤ **Stabilisation des dépenses de gestion**

En 2023, les charges liées à la structure c'est-à-dire les loyers et les charges mobilières, les divers impôts et taxes, les dépenses de fluides ainsi que les contrats de maintenance seront contenues avec une progression limitée à 1,75%.



### ➤ Maîtrise accrue des dépenses énergétiques

Les dépenses d'énergie devront être réduites notamment en favorisant les économies d'énergies en partenariat avec EDF, l'ADEME et le SYMEG ;

### ➤ Soutien au monde associatif

La Commune continuera d'apporter son soutien logistique aux associations dans le cadre de la politique de la ville via le **Contrat de Ville** (la politique sociale, culturelle et sportive). Toutefois pour le financement de leurs projets, le droit commun sera sollicité et les avantages en nature accordés par la collectivité.

## 2. Le budget d'investissement 2023

### a. Les orientations 2023 des dépenses d'investissement

**Les finances communales assainies permettent de faire face aux impacts des crises sanitaires et sociales.**

Depuis 2014, les choix courageux et ambitieux opérés sur le budget de fonctionnement notamment les économies réalisées sur le train de vie de la collectivité via les charges à caractère général ont permis le **redressement financier** de la ville jusqu'en 2021, tout en développant des nouvelles politiques et de nouveaux projets et en respectant le Plan Pluriannuel d'Investissement.

#### ▪ **Les principaux éléments du Plan Pluriannuel d'investissement (PPI)**

La collectivité s'est dotée d'un **plan pluriannuel d'investissement (PPI)** permettant à l'exécutif de disposer d'une visibilité à moyen terme sur l'évolution prévisionnelle des crédits, en fonction des projets retenus. Cette programmation reflète les orientations souhaitées et permet d'apprécier l'état d'avancement des projets votés.

Le plan pluriannuel d'investissement fera l'objet d'actualisations régulières afin de faire coïncider en temps réel la programmation à l'état d'avancement physique des opérations projetées.

**Les principaux éléments saillants du PPI** peuvent se résumer de la manière suivante :

- **Reconstruction de l'école gratien candace**
- **Construction d'un City stade**
- **Aménagement de l'embouchure**
- **Travaux d'aménagement pour la revitalisation du Centre Bourg**
- **Acquisition de matériels informatiques et de logiciels**
- **Travaux de voiries communales rurales**

- Travaux phase 2, du centre de vacances de Saint-Louis
- Travaux de sécurisation d'aménagement et d'équipement des points lectures
- Valorisation des abords de la mairie
- Travaux d'éclairage du terrain de football

Par ailleurs, **d'autres projets du mandat vont voir démarrer les études préalables.**

L'élargissement des partenariats et soutiens institutionnels se poursuit avec **le développement de nouveaux projets d'envergure Européenne** (FEDER, FEADER, FSE, REACT EU).

Les projets d'investissement sont financés en partie par des subventions de divers partenaires.

Différentes formes de partenariats financiers publics (Europe, Etat, Région, Département, CAF...) constituent des leviers essentiels pour accompagner **les investissements et le développement durable de la collectivité**

Le volume de subvention devrait être augmenté du fait notamment de ceux qui viendrait financer les travaux dans le cadre **du plan d'aménagement du territoire.**

Les recherches actives de partenaires de financement constituent actuellement une priorité dans un contexte difficile ou **toute attribution de subvention permet de minorer le recours à l'emprunt.**

## b. Les orientations 2023 des recettes d'investissement

### ▪ Les principaux éléments des restes à réaliser- recettes

**Les restes à réaliser** de la section d'investissement sont pris en compte pour l'élaboration de l'affectation des résultats de l'année N-1 (soit **année 2022**)

**Les restes à réaliser** contribuent à l'équilibre du budget tant en section de fonctionnement qu'en section d'investissement.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2311-11 du CGCT, les restes à réaliser correspondent :

- aux dépenses d'investissement et de fonctionnement, engagées non mandatées,
- aux recettes d'investissement

**Les restes à réaliser** concernant les **recettes d'investissements** s'élèvent à la somme de **3 147 586.34 €** et se décomposent de la manière suivante :

**S'agissant des aides de l'Etat**, la Ville de Baillif obtient chaque année des subventions importantes (+ de **2 M€** au total de 2017 à 2022 inclus) au titre de la **Dotations de soutien à l'investissement public local (DSIL)** et la **dotations**

## **d'équipement des territoires ruraux (DETR)**

Dans le cadre de la **DSIL** (Dotation de soutien à l'investissement), la Ville de Baillif devrait percevoir en 2023 un montant total de subventions estimé à **192 500 M€** pour les projets de rénovation de l'éclairage du stade communal, **70 000 M€** pour la réfection de la toiture de la cuisine centrale.

D'autres subventions de l'Etat ont été obtenues au titre de la FSOM, DETR 2021 pour la rénovation de la route de Mont D'Or (**227 500 €**) et au titre de la DETR 2022 pour le projet des travaux de réfection des voiries communales (La Brigade à cadet et Fond-Rivon) à hauteur de **279 300 €**

**Le montant total des paiements attendus de l'Etat d'ici 2023 est ainsi estimé à 1 163 549.48 €.**



**Concernant les aides de la Région Guadeloupe** la Ville de Baillif a obtenu ces dernières années des subventions régionales dans le cadre des contrats territoriaux.

La Ville de Baillif doit ainsi encaisser d'ici **2023** les montants de subventions régionales suivants :

- Equipement de la salle polyvalente (23 629.75 €)
- Travaux de rénovation de la Mairie (200 289.36 €)
- Aménagement de l'esplanade (15 000.00 €)
- Mise aux normes des bâtiments publics (77 400.00 €)







**Le montant total des paiements attendus de la Région Guadeloupe d'ici 2023 est ainsi estimé à 316 319.11 €.**



**Concernant les aides du Département de la Guadeloupe** la Ville de Baillif a obtenu des subventions départementales restant à encaisser en **2023** par la Ville de Baillif dans le cadre du FAC.

Le montant total des paiements attendus du Département d'ici 2023 est ainsi estimé à **438 000 €**

### **Principaux financements publics attendus (en paiement sur 2022/2023)**

| Organismes   | Montant        |
|--|----------------|
| Préfecture de la Guadeloupe<br>            | 1 163 549.48 € |
| Région Guadeloupe<br>                      | 316 319.11 €   |
| Région Guadeloupe<br>                      | 909 656.45 €   |
| Conseil Départemental de la Guadeloupe<br> | 438 000 €      |
| EDF<br>                                    | 71 768,00 €    |
| ANS<br>                                   | 195 800.00 €   |
| Office de l'eau<br>                      | 50 739.85 €    |

**Concernant les restes à réaliser**, les dépenses d'investissements s'élèvent à la somme de **3 030 134.66 €** et se décomposent de la manière suivante

- **Travaux du stade**
- **Travaux de la voirie communale**
- **Travaux de la cuisine centrale**
- **Travaux du centre de Vacances**
- **Travaux de la mairie Ali Tur**
- **Travaux d'urgence des bâtiments publics**
- **Le pilotage de la capacité de désendettement**
- **Mise aux normes des hydrants**
- **Travaux d'aménagement des sites touristiques**
- **Travaux des abords de la mairie**

### c. Les recettes nouvelles d'investissement

Dans une recherche d'optimisation des recettes, les services continueront à rechercher d'autres pistes de subventions possibles pour **les projets d'investissements** qui seront affichés au budget primitif 2023 de la Ville de Baillif.

**L'ingénierie développée par la ville en matière de recherche de cofinancements** permet de réduire fortement le coût d'investissement supporté par la collectivité.

Les programmes d'investissement seront financés par les ressources propres (autofinancement, FCTVA.) **mais aussi les partenaires majeurs.**

| Organismes  | Montant        |
|---|----------------|
| Préfecture de la Guadeloupe<br><br><small>Liberté • Égalité • Fraternité</small><br><small>RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</small><br><small>Préfecture de la Guadeloupe</small>  | 303 468.64 €   |
| Région Guadeloupe<br><br><small>REGION GUADELOUPE</small><br><br><small>UNION EUROPÉENNE</small><br><br><small>l'Europe s'engage en Guadeloupe</small> | 2 187 021.53 € |
| Conseil Départemental de la Guadeloupe<br><br><small>CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE</small>  | 348 000 €      |
| FRDE 2022   | 432 720.46 €   |
| FCTVA   | 404 095.04 €   |

## Focus sur les ressources humaines

Comme chaque année, l'évolution de la masse salariale est d'une part mécaniquement due aux évolutions réglementaires et statutaires et d'autre part à l'exécution des politiques publiques portées par l'Autorité territoriale.

**Le recours aux heures supplémentaires et aux vacances est contenu et s'inscrit dans la démarche de bonne gestion et de rationalisation initiée depuis quelques années.**

Les objectifs de la politique RH est défini pour les prochaines années à travers **les Lignes Directrices de Gestion (L.D.G.)** qui ont été mises en place en décembre 2021 conformément à la Loi du 6 Août 2019 de Transformation de la Fonction Publique, objectifs adoptés après avis du Comité Technique.

**La politique ainsi déterminée vise à garantir un service public de qualité dans le respect de la trajectoire financière.**

La participation de l'ensemble des services et des agents à l'élaboration des **projets de service** dans le cadre d'une nouvelle organisation est essentielle et a d'ores et déjà été entamée. La mise en œuvre de ce projet d'organisation et des projets de service doit donner un nouvel élan à l'efficacité des services.

Dans les réflexions sur les évolutions des organisations, les travaux ont démarré dans le cadre du passage aux **1 607 heures annuelles** prévu à compter du 1er janvier 2022 en application des dispositions de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 sur la **Transformation de la Fonction Publique**.

Il existe des cycles de travail annualisés des organisations spécifiques qui sont liés à **la nécessaire adaptation aux besoins du Service Public**.

En 2022, la collectivité va poursuivre son objectif de maîtrise de la masse salariale en redéployant les effectifs via des mobilités internes et réorganisation des services. **Le chantier de lutte** contre la précarité sera poursuivi pour limiter le nombre d'agents contractuels, privilégier les mises aux stages et ainsi valoriser les emplois permanents.

Le développement des actions de formation en intra est à prévoir surtout pour permettre de favoriser **le développement des outils collaboratifs, ainsi que la dématérialisation de certains services, l'amélioration du management de proximité, de la gestion de projet, de la santé et la sécurité au travail, la maîtrise des gestes de 1er secours, bien préparer et appréhender sa retraite...**

**Des mesures nationales et locales impactant fortement la masse salariale**

Les prévisions de réalisation au titre des dépenses totales des ressources humaines (y compris les dépenses de formation et les indemnités d'élus) s'élèvent à environ **4 283 625,39 M€** en charge nette pour 2022.

Ainsi, ces charges de personnel représentent environ 63.99 % des dépenses de fonctionnement. Dans la continuité des efforts engagés durant les précédents exercices, la stabilisation des effectifs (hors changement de périmètre) reste indispensable pour maîtriser l'évolution de la masse salariale dans une trajectoire de 1 % hors **GVT (Glissement Vieillesse-Technicité)**.

**En parallèle, les remplacements des départs à la retraite feront l'objet d'un examen attentif et ne seront pas remplacés systématiquement afin de permettre de procéder aux créations de postes nécessaires aux projets prévus sur la mandature.**

### Les effectifs

En 2022, les effectifs de la collectivité de Baillif représentent **98 agents** :

- **74 agents titulaires**
- **Et 24 agents non titulaires.**

Le nombre de contractuels représentent près de 24,49% des effectifs et le nombre de titulaires 75.51%.

Depuis plusieurs années, **un effort constant a été réalisé par la collectivité pour maîtriser sa masse salariale.**

Une baisse des effectifs est constatée sur l'année 2020, s'expliquant notamment par l'augmentation du nombre de départs en retraite, mais également par un report de certains jurys de recrutement qui n'ont pu se tenir sur l'année 2020, en lien avec la crise sanitaire.

→ **Effectifs au 31/12/2021 et au 31/12/2022** :

| EFFECTIFS DE LA COMMUNE   |      |      |      |
|---|------|------|------|
|   | 2020 | 2021 | 2022 |
| Titulaires et stagiaires  | 76   | 76   | 74   |
| Non titulaires<br>(contractuels de droit public et contractuels de droit privé) | 29   | 23   | 24   |
| Total :   | 105  | 100  | 98   |

**On compte dans l'année 2022 :**

- ✓ **6 nouveaux recrutements** :
  - Emplois permanents : 1 attaché

- Emplois non permanents : **3 adjoints techniques, 1 attaché et 1 apprenti**

|                | Emploi permanent | Emploi non permanent | TOTAL     |
|----------------|------------------|----------------------|-----------|
| <b>COMMUNE</b> | <b>01</b>        | <b>05</b>            | <b>06</b> |
| <b>TOTAL :</b> |                  |                      | <b>06</b> |

✓ **6 départs à la retraite**

- 2 adjoints techniques/1 agent de maîtrise/1 adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe/1 adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe/1 adjoint technique contractuel

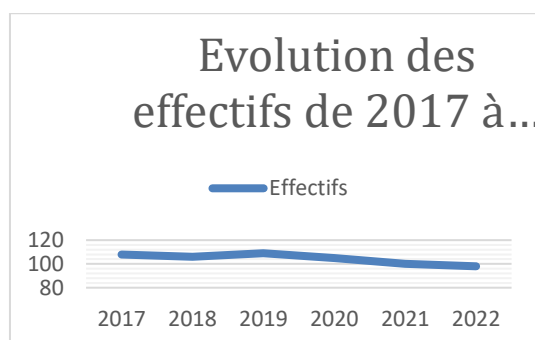
|                | Titulaires | Contractuels | TOTAL     |
|----------------|------------|--------------|-----------|
| <b>COMMUNE</b> | <b>05</b>  | <b>01</b>    | <b>06</b> |
| <b>TOTAL :</b> |            |              | <b>06</b> |

✓ **2 départs pour fin de contrat CDD**

|                | Contractuels de droit public | Contractuels de droit privé | TOTAL     |
|----------------|------------------------------|-----------------------------|-----------|
| <b>COMMUNE</b> | <b>02</b>                    | <b>0</b>                    | <b>02</b> |
| <b>TOTAL :</b> |                              |                             | <b>02</b> |

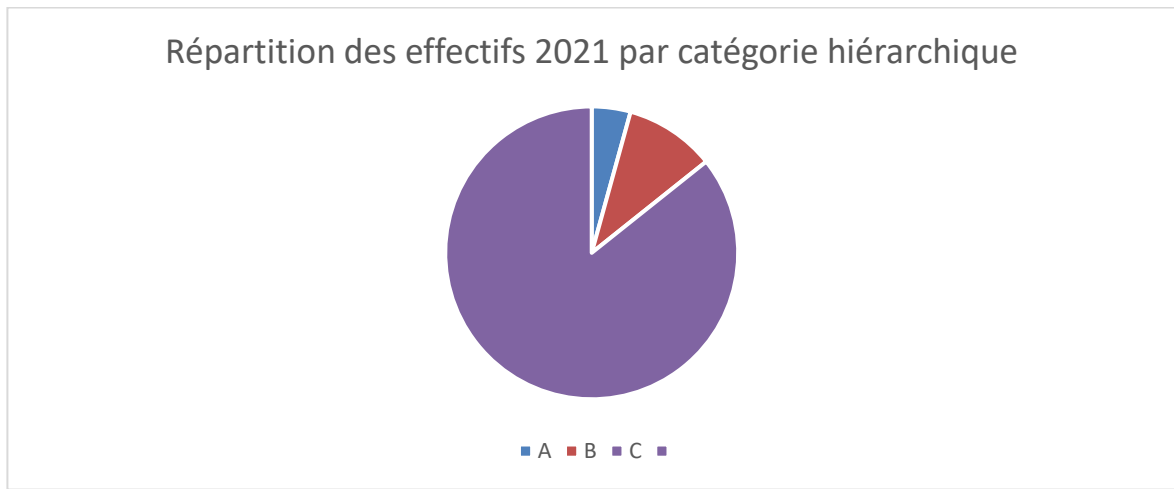
• **Evolution des effectifs 2017 à 2021 – projection 2022**

|                  | COMMUNE         |                 |                 |                 |                 |                 |                            |
|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------------------|
|                  | <u>Déc 2017</u> | <u>Déc 2018</u> | <u>Déc 2019</u> | <u>Déc 2020</u> | <u>Déc 2021</u> | <u>Déc 2022</u> | <u>Prévisions Déc 2023</u> |
| <b>Effectifs</b> | <u>108</u>      | <u>106</u>      | <u>109</u>      | <u>105</u>      | <u>100</u>      | <u>98</u>       | <u>100</u>                 |



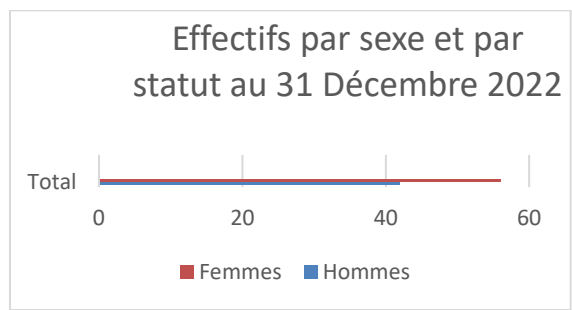
- **Répartition du personnel par catégorie hiérarchique au 31/12/2022**

|              | Titulaires | Stagiaires | Contractuels | Total |
|--------------|------------|------------|--------------|-------|
| <b>A</b>     | 3          | 1          | 1            | 5     |
| <b>B</b>     | 7          | 1          | 2            | 10    |
| <b>C</b>     | 60         | 2          | 21           | 83    |
| <b>Total</b> | 70         | 4          | 24           | 98    |

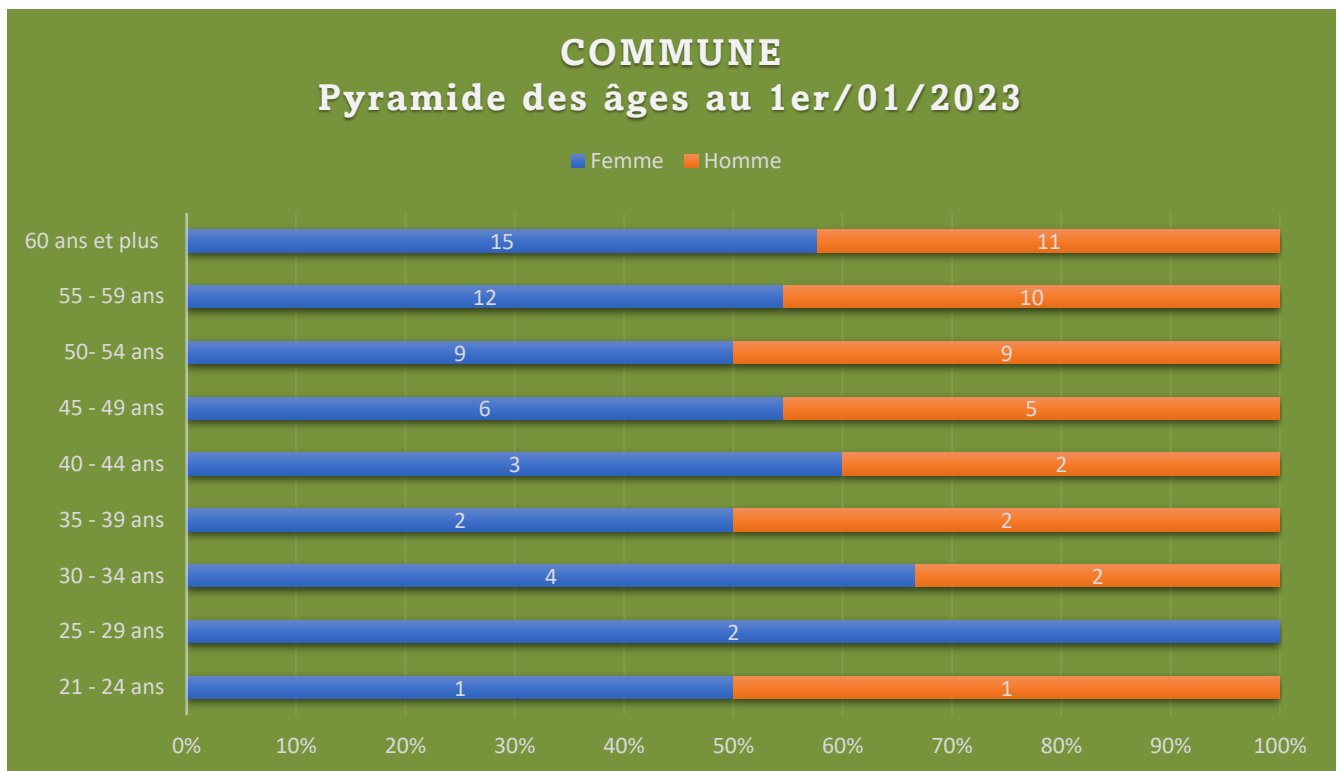


- **Nombre de titulaires et contractuels par sexe au 31 Décembre 2022**

|              | Femmes | Hommes | Total |
|--------------|--------|--------|-------|
| <b>Total</b> | 56     | 42     | 98    |

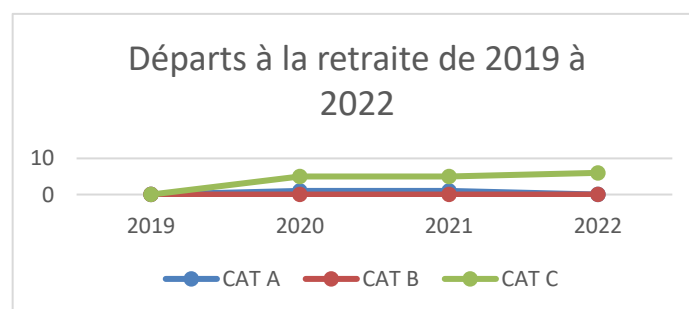


• **PYRAMIDE DES AGES au 1<sup>er</sup> janvier 2023**



• **Evolution départs à la retraite – projection 2023**

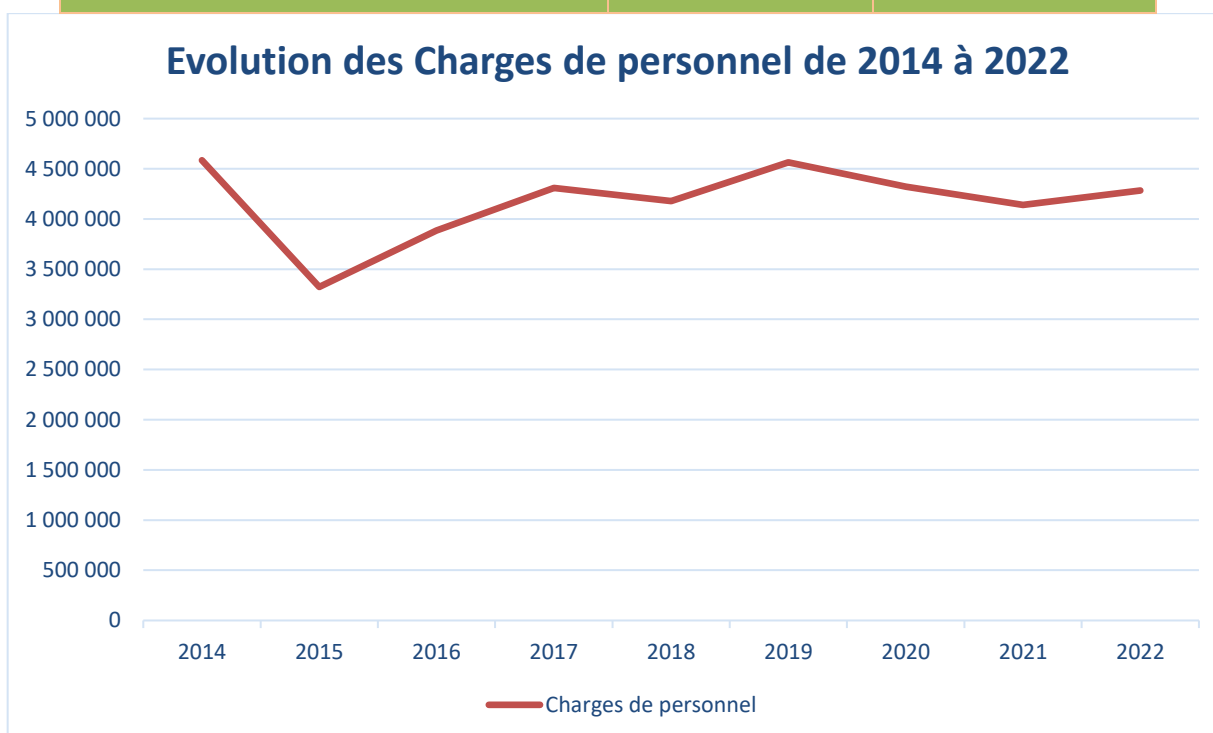
|                    | 2019     | 2020     | 2021     | 2022     | Projection 2023 |
|--------------------|----------|----------|----------|----------|-----------------|
| <b>Catégorie A</b> | 0        | 1        | 1        | 0        | 0               |
| <b>Catégorie B</b> | 0        | 0        | 0        | 0        | 0               |
| <b>Catégorie C</b> | 0        | 4        | 5        | 6        | 7               |
| <b>Total :</b>     | <b>0</b> | <b>5</b> | <b>6</b> | <b>6</b> | <b>7</b>        |



## Evolution des dépenses de personnel en 2014-2021

Montant des charges de personnel et leurs évolutions en % vs N-1.

| FRAIS_PERSONNEL | Charges de personnel | Variation charges de personnel |
|-----------------|----------------------|--------------------------------|
| 2014            | 4 584 933            | 51.17 %                        |
| 2015            | 3 322 733            | -27.53 %                       |
| 2016            | 3 886 440            | 16.97 %                        |
| 2017            | 4 310 508            | 10.91 %                        |
| 2018            | 4 178 252            | -3.07 %                        |
| 2019            | 4 564 281            | 9.24 %                         |
| 2020            | 4 320 698            | -5.64 %                        |
| 2021            | 4 140 716            | -4.17 %                        |
| <b>2022</b>     | <b>4 283 625</b>     |                                |



Les dépenses de personnel, principales, dépenses de fonctionnement, ont représenté environ 63,31 % des dépenses réelles de fonctionnement au budget primitif 2022.

## ✚ Avantage en nature en 2022

|                                       | Nombre                           |
|---------------------------------------|----------------------------------|
| Nourriture à la restauration scolaire | 34 agents dont 4 emplois civique |
| Logement                              | 1                                |
| Véhicule de fonction                  | 1                                |

### ✓ Impact des avancements d'échelon/ avancement de grade/nomination à la suite de concours/promotion interne :

Au cours de l'année 2022, il y a eu :

→ 5 décisions d'avancement de grade au titre de l'année 2021 de la catégorie C

→ 34 avancements d'échelon

→ 2 nominations par voie de promotion interne au grade d'agent de maîtrise

Il y a également eu 2 nominations suite à la réussite au concours :

| Nombre | Grade initial  | Grade de nomination |
|--------|--|---------------------|
| 01     | Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe             | Attaché territorial |
| 01     | Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe | Rédacteur           |

### ✓ Impact du Régime indemnitaire en 2022 :

Le RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel), a vocation à terme à s'appliquer à tous les cadres d'emploi, sauf rares exceptions dont la filière de la police municipale.

|                                      | 2020                | 2021                | 2022                | Prévision 2023      |
|--------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| IFSE                                 | 113 708.41 €        | 120 466.65 €        | 127 914.54 €        | 135 000 €           |
| CIA                                  | 18 410.81 €         | 18 050.65 €         | 18 716,16 €         | 22 000 €            |
| NBI                                  | 45 450.83 €         | 32 990.23 €         | 46 283,45 €         | 46 000 €            |
| IAT police municipale                | 3 045.44 €          | 2 881.94 €          | 2 523.06 €          | 3 849,69 €          |
| Indemnité spéciale police municipale | 16 081.15 €         | 14 649.23 €         | 15 544.80 €         | 20 726,40 €         |
| Indemnité d'astreintes               | 5 245.44 €          | 4 917.60 €          | 4 917.60 €          | 4 917.60 €          |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>201 942.08 €</b> | <b>193 956.30 €</b> | <b>215 899,61 €</b> | <b>232 493,69 €</b> |

**Le RIFSEEP a représenté un coût de 146 630,70 € en 2022 :**

- **Part IFSE : 127 914.54 €**
- **Part CIA : 18 716,16 € sur une enveloppe budgétaire prévue de 22 000 €**

- **GIPA (Garantie individuelle du pouvoir d'achat) et (CIA) e complément indemnitaire - Année 2022**

**La GIPA** permet de maintenir leur niveau de rémunération, lorsque leur traitement indiciaire brut a évolué moins vite que l'indice des prix à la consommation sur une période de référence de quatre ans.

Elle résulte d'une comparaison établie entre l'évolution du traitement indiciaire brut (TIB) détenu par l'agent sur une période de référence de quatre ans et celle de l'indice des prix à la consommation (IPC hors tabac en moyenne annuelle) sur la même période.

→ **08 agents bénéficiaires**

→ **Un montant de 2 370.20 € versé au titre de la GIPA 2022**

### ➡ **Temps de travail et heures supplémentaires**

#### **✚ Impact de l'indemnité forfaitaire du télétravail**

Dans le prolongement de l'accord-cadre du 13 juillet 2021 relatif au télétravail dans les trois versants de la fonction publique, le décret n° 2021-1123 du 26 août 2021 crée une allocation forfaitaire visant à **indemniser le télétravail** dans la fonction publique d'Etat, la fonction publique hospitalière et la fonction publique territoriale, sous réserve, dans ce dernier cas, d'une délibération de l'organe délibérant de la collectivité après avis du comité technique.

L'arrêté du 26 août 2021 fixe le montant du « **forfait télétravail** » à **2,50 €** par journée de télétravail effectuée, **dans la limite de 220 € par an**.

**Le « forfait télétravail » est versé trimestriellement sur la base du nombre de jours de télétravail demandé par l'agent et autorisé par l'autorité territoriale.**

Le décret entre en vigueur le 1er septembre 2021. Cependant, par dérogation, le premier versement du « forfait télétravail » pour les journées de télétravail effectuées entre le 1er septembre et le 31 décembre 2021 intervient au premier trimestre 2022.

La collectivité a donc délibéré pour le versement de cette allocation forfaitaire de télétravail en décembre 2021 qui devra être pris en compte au budget 2023 au titre du télétravail effectué de septembre à décembre 2021 et de janvier à mai 2022.

**Le budget prévu est de 3 000 € ;**

## ✚ Impact du paiement des heures supplémentaires en 2022

Il a été procédé au versement des heures supplémentaires en septembre 2022 et octobre 2022 effectuées dans le cadre des élections présidentielles et législatives dans la limite de 7h maximum par agent concerné mais aussi dans le cadre des réquisitions suite à la tempête Fiona.

|      | 2020       | 2021        | 2022        | Variation 2021-2022 |
|------|------------|-------------|-------------|---------------------|
| IHTS | 5 878.40 € | 23 659.96 € | 11 509,82 € | -12 150.14 €        |

## ✚ Bilan des formations 2022/Prévisions de formation hors cotisation CNFPT 2023

- Mise en œuvre du Règlement et du plan de formation à compter de 2023.

Ce plan triennal (2023-2025) s'articulera autour des axes suivants :

- ▶ Axe 1 : Le développement et la consolidation des pratiques managériales
- ▶ Axe 2 : Développement des compétences bureautique et informatique
- ▶ Axe 3 : Développement des Techniques métiers (Formations de professionnalisation et/ou perfectionnement)
- ▶ Axe 4 : Répondre aux obligations réglementaires en matière d'hygiène et sécurité. Consolider les connaissances et les comportements en matière d'hygiène, sécurité et santé
- ▶ Axe 5 : Accompagnement des parcours et Evolution professionnelle

### Dépenses Formation 2022

|  | COMMUNE            |                    |                     |
|--|--------------------|--------------------|---------------------|
|  | 2021               | 2022               |                     |
| Cotisations CNFPT tous statuts confondus | 17 712,42 €        | 21 216,57 €        | +3 504,15 €         |
| Dépenses formation hors CNFPT            | 21 309,35 €        | 39 783,08 €        | +18 473,73 €        |
| Frais de déplacements                    | 252,00 €           | -                  | -252,00 €           |
| <b>TOTAL DEPENSES DE FORMATION :</b>     | <b>39 273.77 €</b> | <b>60 999,65 €</b> | <b>+21 725,88 €</b> |

**BILAN DES FORMATIONS ANNEE 2022**

|   | 2021 | 2022                |
|---|------|---------------------|
| <i>Nombre d'agents ayant suivi au moins une formation</i> | 70   | 77                  |
|   |      | <i>Soit 78,57 %</i> |

**Formations CNFPT**

|   | 2021            |                  |                 | 2022            |                  |                 |
|---|-----------------|------------------|-----------------|-----------------|------------------|-----------------|
|   | Nombre d'agents | Nombre d'actions | Nombre de jours | Nombre d'agents | Nombre d'actions | Nombre de jours |
| Sessions de formations en inter CNFPT     | 19 agents       | 46               | 113 jours       | 25 agents       | 24               | 66 jours        |
| Sessions de formations en intra CNFPT     | 10 agents       | 2                | 60 jours        | 35 agents       | 5                | 117 jours       |
| Action de formation en union              | 3 agents        | 1                | 11 jours        | 4 agents        | 2                | 6 jours         |
| Préparation au concours / examens (CNFPT) | 12 agents       | 5                | 145 jours       | 9 agents        | 3                | 25 jours        |
| Formation d'intégration                   | 1 agent         | 1                | 15 jours        | 7 agents        | 7                | 36 jours        |
|   |                 |                  |                 |                 |                  |                 |

**Formations Hors CNFPT**

|  | 2021            |                  |                 | 2022            |                  |                         |
|--|-----------------|------------------|-----------------|-----------------|------------------|-------------------------|
|  | Nombre d'agents | Nombre d'actions | Nombre de jours | Nombre d'agents | Nombre d'actions | Nombre de jours         |
| Préparation au concours / examens Hors CNFPT | 2 agents        | 1                | 18 jours        | 1 agent         | 1                | 33 jours                |
| Actions de formation inter                   | 9               | 13               | 50 jours        | 13 agents       | 6                | 49 jours                |
| Actions de formation intra                   | 54 agents       | 8                | 79 jours        | 67 agents       | 19               | 703 jours               |
| Organismes extérieurs                        |                 | 13               |                 |                 | 18               |                         |
| Formation personnelle                        | 1               | 1                | 1               | 2 agents        | 2                | (164j+15j)<br>179 jours |

## Conclusion

Les orientations retenues découlent des choix politiques :

- **Une prévision réaliste des investissements dans le cadre du PPI et limiter le recours à l'emprunt.**
- **Les projets d'investissement qui pourront être réalisés en 2023 en tenant compte des priorités politiques, des capacités financières de la collectivité et des capacités de réalisation des services ;**
- **Le maintien d'un niveau d'excédent reporté en investissement acceptable pour financer une grande partie des projets**

**Solidarité et Avenir sont ce qui constituera le nouveau dytique illustrant les orientations budgétaires.**

Nous prenons acte de ce débat aujourd'hui au Conseil Municipal par une délibération spécifique.

**Le Maire**

**Marie-Yveline THEOBALD-PONCHATEAU**